

INTRODUCTION

COMPRENDRE LES TRADUCTIONS DU FRANÇAIS EN EUROPE CENTRALE DANS LEUR CONTEXTE HISTORIQUE, POLITIQUE ET SOCIOCULTUREL

Balázs ABLONCZY, Antoine MARÈS et Maria PASZTOR

Bien que ce volume soit consacré aux traductions, aux flux et aux réceptions de la littérature d'expression française en Europe centrale, il nous a semblé indispensable de rappeler le contexte dans lequel se sont inscrits ces processus. D'autant plus que la complexité du xx^e siècle rend encore moins accessible au lecteur francophone les crises et les drames qui n'ont cessé de secouer cet entre-deux de l'Europe, marqué par les discontinuités et les fragilités étatiques¹.

Si nous avons privilégié ici les grandes lignes de l'évolution politique des quatre espaces retenus (hongrois, polonais, slovaque et tchèque) et leurs liens avec la culture française, nous ne nous sommes pas interdit d'aborder à la marge la perception de l'Europe centrale en France dans la mesure où elle a affecté la place de la France en Europe centrale.

La France en Europe centrale

Cette place de la France a été largement liée à sa position à l'ouest du Rhin et à sa projection prioritaire vers l'outre-mer. Elle n'appartient pas aux puissances dominantes de la région : l'Allemagne (du Saint-Empire romain germanique à la RFA en passant par la Prusse bismarckienne ou le Reich), la Russie et, jusqu'au début du xx^e siècle, l'Empire ottoman. La France n'a donc agi directement que

1. Marie-Élizabeth DUCREUX, Daniel BEAUVOIS, Henryk SAMSONOWICZ, Jerzy KLOCZOWSKI, Piotr WANDYCZ et Natalia ALEKSUN (dir.), *Histoire de l'Europe du Centre-Est*, Paris, PUF, 2004 ; Paul GRADVOHL (dir.), *L'Europe médiane au XX^e siècle*, Prague, CEFRES, 2011.

par intermittence dans cet espace : pendant les guerres silésiennes avec une incursion jusqu'à Prague en 1741, lors des entreprises napoléoniennes jusqu'à Moscou, plus tard en Crimée ou pendant la Première Guerre mondiale dans les Balkans avec l'armée d'Orient et, à la fin du siècle dernier, lors des guerres « yougoslaves ». En revanche, Paris a été très actif dans les décisions diplomatiques concernant l'Europe centrale, que ce soit au lendemain des deux guerres mondiales ou dans la dernière guerre européenne du ^{xx}^e siècle : comme membre du conseil de sécurité de l'ONU, elle a conservé de son lustre ancien un pouvoir symbolique. Cet éloignement géopolitique et des liens historiques forts et souvent traumatiques entretenus avec le monde germanique expliquent cependant que l'Europe centrale ait été avant tout un « terrain de jeu » allemand : espace d'expansion démographique, économique et parfois militaire.

C'est ailleurs qu'il faut chercher le rapport singulier de l'Europe centrale avec la France : la culture française y a joué un rôle d'« aimant » qui s'explique par la profondeur des liens qui rattachent cet espace à l'Europe occidentale bien plus qu'à l'Europe orientale². L'arrivée des grands ordres monastiques (bénédictins, cisterciens, prémontrés) venus de France ou relayés par elle a largement contribué à l'ancrage dans la chrétienté, même si cette dernière a commencé à partir de Byzance avec les frères Constantin et Méthode et leurs disciples. Depuis le ^{xiii}^e siècle, les liens dynastiques avec la Cour de France ont concerné, à des degrés divers, toutes les cours centre-européennes : Přemyslides, Luxembourg, Jagellon, Anjou. Dès le ^{xvi}^e siècle, le « Grand Tour » des élites nobiliaires à travers l'Europe occidentale a été aussi l'occasion de contacts et de transferts. De ce point de vue, les ^{xviii}^e et ^{xix}^e siècles ont été décisifs. Les Lumières, allemandes et françaises, ont bouleversé les terres habsbourgeoises dirigées par Marie-Thérèse et son fils Joseph II avant que Vienne, devenue avec Metternich le gendarme du *statu quo* européen, ne se retourne contre un modèle français – inspiré par la Révolution française et l'émergence du concept de nation – devenu un repoussoir. De plus, les dissensions issues des ambitions contradictoires des rois de France et des Habsbourg ont freiné les relations. Pourtant, dans le même mouvement que ce chamboulement des idées et ces allers et retours entre modernité et conservatisme, la langue française a pénétré les élites intellectuelles et sociales européennes au point de devenir langue de communication savante. Pendant un siècle et demi, et malgré des résistances croissantes, la francophonie a été dominante dans l'espace intellectuel et diplomatique européen. Avec son recul, la question de la traduction est devenue

2. Jerzy KŁOCZOWSKI et Hubert ŁASZKIEWICZ (dir.), *East-Central Europe in European History*, Lublin, université de Lublin, 2009.

cruciale. La situation de la langue et de la littérature françaises au ^{xx}^e siècle en Europe centrale est très dépendante de ce passé.

Les caractéristiques historiques, étatiques et sociales des Hongrois, Polonais, Slovaques et Tchèques étudiés ici ont bien entendu pesé sur le rapport avec la France et la culture française. Chez eux, l'État et la culture se pensent différemment, avec des variations soumises aux aléas de leur souveraineté contestée par les empires frontaliers et de leurs structures sociales, liées notamment à la présence (cas polonais et hongrois) ou à l'absence (cas tchèque et slovaque) d'une noblesse « nationale » puissante. Par ailleurs, au ^{xix}^e siècle, entre les Tchèques qui se sont affirmés par l'économie et l'éducation, donc par leur bourgeoisie, et les Slovaques maintenus tardivement dans un sous-développement agraire s'est aussi creusé un fossé. À cela s'ajoute un clivage socioculturel entre Cisleithanie (ici Polonais et Tchèques) et Transleithanie (Slovaques et Hongrois)³. Pour le sujet traité dans ce volume, la projection de représentations savantes françaises différenciées amplifie l'hétérogénéité, malgré une perception populaire d'unité, fruit de l'ignorance d'une région qui est largement un « angle mort » de la vision française. Il ne faut pas non plus négliger l'impact des exils en France, qui ont nourri des images durables⁴.

Au-delà des points communs qui réunissent aujourd'hui les États centre-européens au sein du quadrilatère de Visegrad – plus efficient sur le plan culturel et éducatif que sur le plan politique –, ces facteurs amènent à s'interroger sur les parallèles et les divergences entre ces espaces, déclinés ici du nord au sud, face à la culture française au ^{xx}^e siècle.

Du ^{xix}^e siècle à la fin de la Première Guerre mondiale : la confrontation avec la France et la chute des empires

Polonais

À l'époque du troisième partage de 1795 qui a provoqué la disparition de la Pologne, l'intelligentsia, les propriétaires terriens et la bourgeoisie aisée sont déjà nourris de la langue et de la culture française. Cette dernière joue un rôle crucial dans le développement de la culture polonaise en exil au lendemain de l'échec de l'insurrection de novembre 1830. Car c'est en France, et surtout à Paris, que naissent alors les principaux centres de l'émigration (notamment autour du prince Adam Jerzy Czartoryski et de l'historien Joachim Lelewel). Ceux-ci profitent de

3. Victor L. TAPIÉ, *Peuples et monarchie du Danube*, Paris, Fayard, 1969.

4. Antoine MARÈS, Wojciech PRAŻUCH et Inga KAWKA (dir.), *Exils d'Europe médiane en France dans la seconde moitié du ^{xx}^e siècle*, Paris, IES, 2017.

la sympathie de l'opposition républicaine et de la société française. Paris devient l'épicentre de tout ce que la culture et l'intelligentsia polonaises comptent alors d'exilés : Adam Mickiewicz, qui enseigne au Collège de France, Frédéric Chopin, Juliusz Słowacki, Zygmunt Krasiński, Cyprian Kamil Norwid⁵.

Au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, les courants positivistes et naturalistes français inspirent directement de nombreux écrivains polonais. La plupart des grands auteurs français de l'époque – Balzac, Stendhal, Dumas, Flaubert, Verne, Zola – sont traduits. Certains écrivains et chercheurs polonais, séjournant de longues années en France, écrivent en français, comme l'historien Kazimierz Waliszewski, l'essayiste Julian Klaczko ou le publiciste Karol Chojecki qui, sous le pseudonyme de Charles Edmond, est l'un des fondateurs du quotidien *Le Temps*. Du côté français, Louis Leger (auteur de *La Comédie moderne en Pologne*) est élu en 1886 à la chaire de la philologie slave au Collège de France⁶. Au cours de la première décennie du XX^e siècle, Paul Cazin, le premier grand traducteur français à n'avoir pas eu des origines polonaises, devient un propagateur remarquable de la littérature polonaise en France. La science et l'instruction publique polonaises ont des liens très étroits avec la France⁷. L'École polonaise et l'Académie des sciences de Cracovie fonctionnent à Paris et s'occupent des boursiers polonais en France. La fin du XIX^e siècle et le début du XX^e voient s'épanouir les relations culturelles franco-polonaises alors que la Pologne n'est qu'une notion géographique, la population étant soumise, dans les partages allemand et russe, à un système de dénationalisation et d'oppression.

Avec la guerre cependant, elle est la seule nation d'Europe centrale qui suscite une sympathie et un intérêt largement répandus en France, où la question polonaise est à nouveau posée. Bien que la France des années 1914-1916 ne soutienne pas ouvertement la reconstitution d'une Pologne indépendante avant que le nouveau régime russe issu de la révolution de février 1917 ne s'y engage lui-même, la volonté française d'influencer la Russie dans le sens de l'octroi d'une large autonomie à ce pays se précise à partir de l'automne 1916. Après la défaite et la défection russes de 1917, la France change d'attitude et devient le meilleur défenseur de la Pologne auprès des Alliés. Par une note du 20 septembre 1917,

5. Sławomir KALEMBKA, *Wielka Emigracja. Polskie wychodźstwo polityczne w latach 1831-1863* [La Grande Émigration. L'exil politique polonais 1831-1863], Varsovie, Wiedza Powszechna, 1971.

6. Jerzy DANIELEWICZ, *Kontakty w dziedzinie nauki* [Contacts dans le domaine scientifique], in *Polska-Francja. Dziesięć wieków związków politycznych, kulturalnych i gospodarczych* [Dix siècles de liens politiques, culturels et économiques], Varsovie, Książka i Wiedza, 1988, p. 312-313.

7. Danuta REDEROWA, Bohdan JACZEWSKI et Waldemar ROLBIECKI, *Polska Stacja Naukowa w Paryżu w latach 1893-1978* [Le Centre scientifique polonais de Paris, 1893-1978], Wrocław, Zakład Narodowy im. Ossolińskich, 1982, p. 23-45.

elle est le premier État de l'Entente à reconnaître le Comité national polonais créé en 1917. Le 28 septembre 1918, ce Comité se voit confier le pouvoir politique de l'Armée polonaise en France, qui combat ensuite sur différents fronts pour fixer les frontières de l'État naissant. La diplomatie française soutient l'État polonais en création ainsi que l'insurrection de la Grande Pologne contre l'Allemagne⁸.

Tchèques

Au début du ^{xx}e siècle, les Tchèques sont aux prises avec des conflits qui se sont noués dès 1848 quand, dans l'Empire habsbourgeois, toutes les nationalités ont défini un programme d'autonomie allant parfois jusqu'à l'indépendance. Si des partisans d'un régime républicain existent dans leurs rangs, les « occidentalistes » modérés dominent la scène. Leurs velléités libérales sont cependant écrasées par le néoabsolutisme avant que ne soit recherché un nouvel équilibre interne à la monarchie au début des années 1860. C'est alors que se produit un tournant majeur, inaugurant un cours qui s'impose jusqu'en 1918. À deux reprises, en 1867 puis en 1871, les Tchèques sont tenus à l'écart du remodelage constitutionnel de l'Empire : se dessinent alors les axes d'une nouvelle politique liée à la formation de l'Allemagne bismarckienne. Confrontés à la montée du nationalisme des Allemands des Pays de la couronne de Bohême et à la difficulté de faire entendre leur voix, les Tchèques, à la recherche d'alliés, mais isolés parce que les Polonais négocient avantageusement une certaine autonomie en Galicie et que les Slaves du Sud pèsent insuffisamment à Vienne, dirigent leurs regards dans deux directions : Moscou et Paris. La slavophilie tchèque née dès le début du ^{xix}e siècle est cependant bridée par l'autocratie russe, qui répugne aux libéraux⁹. *A contrario*, Paris est vierge de tout soupçon de domination dans la région et la France devient, dans le domaine des arts et des lettres, un modèle qui permet d'accéder à la modernité en contournant la culture austro-allemande. Un exemple atteste de ce nouveau cours : dès les années 1860-1870, peintres et sculpteurs ne viennent plus exclusivement se former à Vienne ou à Munich : l'école de Barbizon, l'impressionnisme ou les ateliers de Rodin et de Bourdelle les attirent de plus en plus¹⁰.

Au tournant du siècle dernier, les Tchèques sont donc nombreux à choisir Paris, soit pour s'y installer plus ou moins durablement (Alfons Mucha, un des

8. Georges-Henri SOUTOU (dir.), *Recherches sur la France et le problème des nationalités pendant la Première Guerre Mondiale (Pologne, Ukraine, Lithuanie)*, Paris, Presses de l'université Paris-Sorbonne, 1995.

9. Antoine MARÈS, *Histoire des Tchèques et des Slovaques*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2005.

10. Pavla HORSKÁ, *Prague, Paris*, Prague, Orbis, 1990 ; *Sladká Francie* [Douce France], Prague, Knížnice dějin a současnosti, 1996.

pères de l'Art nouveau, et František Kupka, un des fondateurs de l'abstraction), soit pour s'y frotter aux avant-gardes, soit pour y recevoir l'onction de la reconnaissance ou du succès¹¹. Par ailleurs, l'université Charles créée en 1882 sur une base tchèque développe les études françaises en romanistique et en littérature comparée alors que l'apprentissage du français prend une place croissante dans l'enseignement secondaire¹².

Cette fascination pour la Ville Lumière, par ailleurs « capitale de la liberté », s'exerce notamment dans le domaine de la littérature et des arts, et à l'égard des traces d'intérêt qui se manifestent pour la Bohême en France. De ce point de vue, les Tchèques surestiment le poids d'un Louis Leger, professeur au Collège de France, d'un Ernest Denis, professeur à la Sorbonne, ou encore des mouvements de gymnastes dont ils ne considèrent que le patriotisme, sans bien évaluer l'antirépublicanisme de Paul Déroulède. De la même manière, les milieux catholiques et conservateurs tchèques donnent une importance exagérée à l'intérêt que leur témoigne Paul Claudel¹³. Pourtant, l'opinion publique est de plus en plus sensible à la question des nationalités, et par conséquent aux Tchèques. À noter que le « lobby » alsacien-lorrain et les protestants – avec la tradition de Jan Hus – renforcent le rayonnement de ce miroir dans lequel les Tchèques ont plaisir à se mirer : la protestation de la Diète de Bohême contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine contribue à nourrir une sympathie réciproque. Cette situation explique en partie l'arrivée de Tchèques en France : artisans, jardiniers, mineurs (venus de Westphalie), étudiants, artistes, fuyards du service militaire austro-hongrois, etc., qui constituent une petite « colonie tchéco-slave », modeste mais dynamique à la veille de la guerre¹⁴.

Cet intérêt ne signifie pas pour autant un engagement politique de la France à l'égard des Tchèques. Les décideurs parisiens inclinent bien plus à une fédéralisation de l'Autriche-Hongrie qu'à sa disparition. À leurs yeux, Vienne demeure un élément d'équilibre irremplaçable entre l'Allemagne et la Russie. Il n'empêche que les milieux culturels tchèques considèrent avec vénération tout ce qui vient de France et cultivent ainsi leur différence. Les avant-gardes s'inspirent des nouveautés parisiennes, les conservateurs traduisent Claudel ou Léon Bloy et tous réservent

11. Stéphane REZNIKOW, *Francophilie et identité tchèque (1848-1914)*, Paris, Honoré Champion, 2002.

12. Zuzana RAKOVÁ, *Francophonie de la population tchèque 1848-2008*, Brno, Masarykova univerzita, 2011.

13. Voir la dernière publication collective sur le sujet : Alexandre DIDIER et Xavier GALMICHE (dir.), *Paul Claudel et la Bohême : dissonances et accord*, Paris, Classiques Garnier, 2015.

14. Jean-Philippe NAMONT, *La Colonie tchécoslovaque. Une histoire de l'immigration tchèque en France 1914-1940*, Paris, Institut d'études slaves, 2011.

un triomphe à Rodin lors de sa visite à Prague en 1902 ou à Bourdelle en 1908. On peut même parler d'une gallomanie dans la mode et les arts. Les sections de l'Alliance française créées en Pays tchèques dès 1883 sont solidement implantées, à Prague et en province¹⁵.

Quand la guerre commence, le consensus politique qui existait au sein de la classe politique tchèque sur le maintien de l'Autriche-Hongrie se fragilise. Si la majorité y reste un temps fidèle, deux groupes hétérodoxes apparaissent : l'un se tourne vers la Russie tsariste en espérant le rétablissement d'un royaume de Bohême qui serait confié à un Romanov ; l'autre s'adresse à l'Occident, en particulier aux pays anglo-américains et à la France, en vue d'une indépendance. Ces deux courants se renforcent à partir de 1917 et surtout du printemps 1918, qui voit la reconnaissance progressive des instances tchécoslovaques de l'exil. C'est alors que le second l'emporte sur le premier. Le Conseil national installé à Paris, avec à sa tête le trio Masaryk-Štefánik-Beneš, devient l'interlocuteur officiel des Alliés alors qu'entre avril et septembre 1918, Paris, Londres et Washington entérinent la fin de l'Autriche-Hongrie au profit d'États successeurs « nationaux »¹⁶.

Pendant la guerre, la culture française est alors mise sous le boisseau en Pays tchèques et les milieux francophiles sont en apnée alors que la littérature française peut servir de réconfort. Ainsi le poète Viktor Dyk, emprisonné à Vienne pour ses activités résistantes, se réjouit-il de la réception de recueils de poésie française (Baudelaire et Verlaine) à traduire. Cette « diète » prend fin en automne 1918 dans un contexte totalement nouveau.

Slovaques

Pour les Slovaques, les temporalités sont différentes et leurs contacts « français » interviennent plus tardivement. Après un début d'affirmation politique en 1848, puis culturelle et éducative dans les années 1860, les Slovaques sont confrontés à partir du milieu des années 1870 à la politique centralisatrice et assimilatrice hongroise, qui connaît un certain succès : nombre de Slovaques préfèrent rallier la culture hongroise, souvent par stratégie d'ascension sociale. Sans enseignement secondaire propre, les Slovaques ont pour seule possibilité de poursuivre des études en allemand et en hongrois ou de partir dans la Moravie proche, voire en Bohême, un choix souvent fait par des protestants dont la langue liturgique est le tchèque du

15. Zuzana RAKOVÁ, *Francophonie de la population tchèque*, op. cit.

16. Antoine MARÈS, « Edvard Beneš et la fin de l'Autriche-Hongrie », *Austriaca*, n° 87, décembre 2018, p. 161-174.

xvii^e siècle. Quant au slovaque, codifié dans les années 1840 par Ľudoviť Štúr, puis par Martin Hattala, il s'affirme peu à peu dans le domaine littéraire¹⁷.

Dans ces conditions politiques et sociales où les espaces de liberté et les moyens institutionnels sont réduits, les liens directs avec la France sont maigres avant la Première Guerre mondiale. D'ailleurs, les Slovaques choisissent plutôt l'émigration outre-Atlantique : c'est le cas de Štefan Osuský, qui sera l'inamovible ambassadeur de la Tchécoslovaquie à Paris pendant l'entre-deux-guerres¹⁸. Il y a pourtant de petits flux vers la France et l'exemple d'Helena Turcerová, première docteure slovaque à la Sorbonne sous la direction d'Ernest Denis, en témoigne ; quelques rares personnalités francophones comme l'écrivain suisse William Ritter dès le début du siècle ou le fonctionnaire des finances Fuscien Dominois s'intéressent également à la Slovaquie¹⁹. Des Slovaques viennent à Paris pour y étudier, la plupart du temps en étant passés auparavant par Prague : l'exemple du jeune astronome Milan Rastislav Štefánik est emblématique à cet égard. Par sa trajectoire ultérieure, il incarne jusqu'à nos jours la relation franco-slovaque²⁰. Il faut également noter que le tropisme slave est plus puissant chez les Slovaques que chez les Tchèques et l'emporte sur l'orientation occidentaliste.

Hongrois

Leurs interactions avec la culture française ont, comme pour les Polonais et les Tchèques, une longue histoire allant de l'implantation des ordres monastiques à celle des colons wallons de la région viticole de Tokaj. Durant les xvii^e et xviii^e siècles, la France de Louis XIV soutient les rébellions anti-Habsbourg d'Imre Thököly et de François II Rákóczi : ce dernier trouve même refuge quelque temps auprès du Roi-Soleil à Grosbois. Avec les Lumières et le romantisme, la France devient non seulement un allié potentiel pour reconquérir l'indépendance perdue du pays au profit des Habsbourg, mais bel et bien un modèle de civilisation, un idéal politique et culturel. Ce glissement de perception est marqué par le procès et la condamnation

17. Ľubomír LIPTÁK, *Petite histoire de la Slovaquie*, Paris, Institut d'études slaves, 1992 ; Ľubomír LIPTÁK, *La Slovaquie et l'Europe. Essais et articles*, éd. Roman Krakovsky, Paris, Eur'Orbem Éditions, 2019.

18. Slavomír MICHÁLEK, *Diplomat Štefan Osuský*, Bratislava, Veda, 1999.

19. Xavier GALMICHE, *William Ritter voyage en Slovaquie (1903-1914). Images d'un pays rêvé*, Paris, Eur'Orbem Éditions, 2019 ; notice « Fuscien Dominois », in Pierre LABROUSSE (dir.), *Deux siècles d'histoire de l'École des langues orientales*, Paris, Hervas, 1995, p. 171.

20. Michal KŠIŇAN, *L'homme qui parlait avec les étoiles. Milan Rastislav Štefánik, héros franco-slovaque de la Grande Guerre*, Paris, Eur'Orbem Éditions, 2019.

des « Jacobins » hongrois (1794-1795), clairement inspirés par la France bien que leurs réclamations aient été nettement moins radicales que celles de Robespierre et de ses compagnons. Une fois le réseau des Jacobins démantelé, le *Vormärz*, dénommé « ère des réformes » dans l'historiographie hongroise (1825-1848), voit croître l'importance de Paris et surtout le transfert d'idées après la révolution de Juillet : le voyage à Paris devient un « must » pour les jeunes libéraux hongrois engagés dans la modernisation de leur pays, le journalisme français servant d'exemple à la presse hongroise naissante : Pierre-Jean de Béranger est l'idole de Sándor Petőfi (1823-1849), poète national et héraut de la révolution et guerre d'indépendance de 1848-1849²¹.

La seconde moitié du XIX^e siècle accélère les tendances antérieures : Paris devient un lieu de passage obligé pour tout intellectuel hongrois digne de ce nom, en particulier pour les artistes, surtout les peintres (notamment à l'Académie Julian). Cet engouement s'accompagne en revanche d'un éloignement progressif en matière politique et diplomatique. En 1871 encore, un chef de file du Parti de l'Indépendance (opposé au Compromis de 1867), Dániel Irányi, avait protesté haut et fort dans le parlement de Budapest contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine, mais le jeu des alliances a rangé la Double Monarchie et la France dans des camps opposés sur le grand échiquier stratégique de la fin du XIX^e siècle. Les membres de l'élite hongroise, surtout ceux qui se sont bercés de rêves quarante-huitards, n'en sont plus à clamer leur sympathie pour la France tout en souhaitant se débarrasser de Vienne ou de l'alliance allemande. Ce double jeu ne peut durer : la vérité éclate au grand jour entre 1906 et 1910 avec une coalition de forces dont les partis indépendantistes font partie. Le consul général de France à Budapest, le vicomte Louis de Fontenay, envoie des rapports enthousiastes sur le changement de cap prochain de la politique étrangère de la monarchie et la réconciliation imminente de la nation magyare avec les nationalités slaves du Royaume de Hongrie. Il est conforté par des manifestations francophiles de l'époque, telles que l'inauguration du mémorial de Pécs (1909), érigé en mémoire du séjour des prisonniers français de l'armée napoléonienne dans cette ville. Il est à noter que cette vague de confiance, suivie de déceptions, coïncide avec le premier cabinet Clemenceau (1906-1909), ce qui a vraisemblablement forgé la perception du futur président de la Conférence de la Paix sur la nation magyare²².

21. István SÓTÉR, *Magyar-francia kapcsolatok* [Relations franco-hongroises], Budapest, Teleki Pál Intézet, 1946, p. 127-152.

22. Nicolas BAUQUET, « Un innocent flirt diplomatique. La France et la coalition hongroise, 1905-1909 », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n° 9, 2000, p. 61-81. Pour les artistes, Katalin GELLÉR, *Magyarok a Julian Akadémián* [Des Hongrois à l'Académie Julian], Paris, L'Harmattan, 2017.

C'est également la période où les études hongroises – ne serait-ce que d'une manière très modérée – font irruption dans le champ scientifique en France : Ignace Kont/Kont Ignác (1856-1912) donne les premiers cours de hongrois à la Sorbonne, tandis que le français s'institutionnalise grâce aux chaires créées dans les universités hongroises (Kolozsvár/Cluj : 1872, Pozsony/Prešporok – la future Bratislava – et Debrecen : 1912) qui forment les professeurs du secondaire. En ce sens, la création du collège József Eötvös en 1895 à l'image de l'École normale supérieure de la rue d'Ulm est une étape importante dans la formation de l'élite intellectuelle hongroise. Cette institution, jusqu'à sa fermeture en 1950 par le pouvoir communiste (et sa réouverture progressive à partir de la fin des années 1950, réorganisée en partie sur les bases antérieures dès les années 1980), est un maillon-clé des réseaux franco-hongrois, avec des échanges réguliers d'étudiants et de lecteurs et son héritage francophile ouvertement assumé dans un paysage universitaire hongrois essentiellement dominé par le modèle germanique²³.

Le rôle de Paris est central dans l'effervescence intellectuelle de la période d'avant-guerre. Avec la fondation de la revue *Nyugat* [Occident] en 1908, la nouvelle génération des écrivains hongrois se tourne vers la France et la littérature française de l'époque : un de leurs chefs de file, le poète Endre Ady (1877-1919), y séjourne à un moment décisif de sa carrière et ses expériences contribuent au renouvellement de son art et à celui de l'univers poétique hongrois²⁴. La guerre mondiale signe l'arrêt de ce processus. Les deux pays internent mutuellement les citoyens ennemis stationnant sur leurs territoires : néanmoins, le sort des citoyens français en Hongrie est moins rude que celui des Hongrois en France. Le roman autobiographique d'Aladár Kuncz sur sa détention sur l'île de Noirmoutier (*Le Monastère noir*, 1931 et, en français, 1937) est un témoignage unique sur l'internement en France et marque la fin symbolique des illusions de toute une génération²⁵.

23. Sur l'histoire du Collège Eötvös, Imre GARAI, *An Elite Teacher Training Institute. The History of Eötvös József Collegium 1895-1950*, Budapest, College József Eötvös, 2019.

24. Pascal ROLLIN, « Le voyage à Paris des écrivains hongrois au début du xx^e siècle », *Cahier d'études hongroises*, n° 12, 2004-2005, p. 127-139.

25. Magda A. SZABÓ, « Destin d'un homme – destin d'un livre : Aladár Kuncz et *Le Monastère noir* », *Revue d'études françaises*, numéro hors-série, 2019, p. 212-220 ; Éva JENEY, « Postface. Aladár Kuncz : un "indésirable" pris dans la tourmente », in Aladár KUNCZ, *Le Monastère noir. 1914-1919. Les mémoires d'un indésirable*, Igé, Éditions de l'Étrave, 2014, p. 376-381.

D'une guerre à l'autre : 1918-1939

Les traités de Versailles, de Saint-Germain-en-Laye et de Trianon et les modifications territoriales ont décidé d'un nouveau rapport de forces en Europe, assignant un rôle prépondérant à la France et à la Grande-Bretagne sur le continent européen, à la suite du repliement des États-Unis sur l'isolationnisme.

Les exigences territoriales polonaises exprimées à la Conférence de Versailles sont, en principe, acceptées favorablement par le gouvernement français : il faut que la *Polonia restituta* soit capable de résister face à l'Allemagne, surtout après l'effondrement russe. En réalité, la France est sortie de la guerre ruinée, affaiblie. Sa position réduite à la force de son prestige politique et militaire s'avère bientôt illusoire²⁶. Son adversaire principal, l'Allemagne, malgré les pertes subies, reste une puissance, du moins aux yeux des hommes politiques français²⁷. La perte pour la France de son « alliance à revers » avec la Russie, la menace de guerre avec l'Allemagne, l'échec des démarches auprès de la Grande-Bretagne pour obtenir des garanties de sécurité rendent nécessaire la construction d'un nouveau système d'alliances. La Pologne, d'un côté, et l'alliance avec la Petite Entente, de l'autre, jouent un rôle important en ce sens²⁸. L'impossibilité de surmonter les controverses et les conflits entre les « petits alliés » – avant tout l'antagonisme polono-tchécoslovaque – ainsi que les complications de la situation internationale de la France menacée d'isolement condamnent cette conception à l'échec. La signature d'un accord politique entre la Pologne et la France le 19 février 1921 et d'une convention militaire secrète le 21 février de la même année a cependant une signification primordiale pour la II^e République polonaise, constituant la base de sa politique étrangère et une garantie de sa sécurité stratégique²⁹.

26. Maria PASZTOR, *Obraz Polski w oczach francuskich kół rządowych w latach 1924-1939* [L'Image de la Pologne dans les cercles décideurs français 1924-1939], Varsovie, Dialog, 1999, p. 29.

27. Jacques BARIÉTY, *Les Relations franco-allemandes après la Première Guerre mondiale, 10 novembre 1918-10 janvier 1925. De l'exécution à la négociation*, Paris, Pedone/Publications de la Sorbonne, 1977, p. 763.

28. Henryk BUŁHAK, *Polska-Francja. Z dziejów sojuszu 1922-1939, cz. I (1922-1932)* [Pologne-France. De l'histoire de l'alliance 1922-1939, partie 1 (1922-1932)], Varsovie, Wydawnictwo Fundacji Historia pro Futuro, 1993 ; Henryk BUŁHAK, *Polska-Francja. Z dziejów sojuszu 1933-1936*, Varsovie, Wydawnictwo Neriton, IHPAN, 2000.

29. *Ibid.*, p. 9-10.

La Pologne : une alliance trompeuse ?

L'alliance polono-française ne constitue pas, dans sa dimension politique, un accord entre deux partenaires égaux, et les intérêts des deux parties, quoique convergents, ne serait-ce que face à la menace allemande, ne sont pas identiques. La défaite aux élections de 1924 du Bloc national – partisan d'une « pleine exécution » des résolutions du traité de Versailles et d'un rapprochement entre la France et la Pologne – et la situation internationale compliquée de la France entraînent un retournement de Paris. Après la conférence de Locarno (1925) et l'évacuation de la région du Haut-Rhin (1930), l'aide militaire promise à la Pologne devient de plus en plus illusoire. L'alliance polono-française se distend progressivement alors que Paris attache une attention grandissante à son entente avec l'Allemagne et aux garanties britanniques. La partie polonaise n'est en mesure ni de provoquer un changement de la politique étrangère de la France, ni d'influencer les milieux politiques français pour qui l'alliance avec la Pologne a perdu son importance.

Avec l'échec du Locarno oriental lancé par Louis Barthou en 1933-1934 entre la France, l'Union soviétique, la Tchécoslovaquie et la Pologne, les relations entre Paris et Varsovie empirent. La France cherche à privilégier la sécurité collective dans le cadre de la Société des Nations et d'une intégration de l'Union soviétique dans ce système alors que la Pologne se déclare favorable aux accords bilatéraux tendant au maintien de l'équilibre entre Moscou et Berlin. Ces divergences conduisent à une dissolution de l'alliance franco-polonaise³⁰.

En signant le 26 janvier 1934 une déclaration de non-agression avec l'Allemagne, Varsovie veut manifester son indépendance. L'alliance avec la France reste toutefois une pierre angulaire de sa politique étrangère malgré les divergences entre la politique du ministre des Affaires étrangères polonais, Józef Beck, et la politique française envers l'Union soviétique et l'Allemagne, qui provoquent d'incessants malentendus entre les deux pays. La méfiance réciproque s'accroît lors des négociations du Pacte à Quatre, Varsovie étant hostile à ce qu'il considère comme une tentative de créer un « directoire » constitué par la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et l'Italie.

Un nouveau refroidissement entre les deux États accompagne la crise de Munich et les revendications territoriales du « régime des colonels » polonais envers la Tchécoslovaquie (Varsovie veut récupérer la Zaolzie), considérées par Paris comme une collusion avec Hitler. Après la décomposition de la Petite Entente puis la chute de la Tchécoslovaquie, la situation se détériore. Par la suite, l'alliance

30. Maria PASZTOR, *Obraz Polski, op. cit.*, p. 48-51.

franco-polonaise – qui connaît une réactivation en 1939 avec la Convention militaire concernant les obligations militaires des deux pays en cas d'agression allemande – n'a qu'une signification symbolique.

Parallèlement au développement de ces relations politiques, on tente de consolider les relations culturelles. Le plus grand mérite en revient à Tadeusz Boy-Żeleński, immense traducteur de la littérature française, aux historiens Szymon Askenazy, Marcelli Handelsman, Adam M. Skałkowski, Marian Kukiel, au musicien Karol Szymanowski, au peintre Tadeusz Makowski ou encore aux romanistes Mieczysław Brahmer, Władysław Folkierski, Wanda Barral et Józef Morawski.

L'accord de 1921 est fondateur de la politique culturelle de la France à l'égard de la Pologne. C'est sur ce terreau qu'est née l'idée de créer un Institut français à Varsovie, qui devient le centre principal de la propagation et du développement de la coopération polono-française. Son activité éditoriale commence dans les années 1930 avec la « Collection de l'Institut français ». Y ont été publiés l'étude célèbre de Jacques Langlade sur Jan Kochanowski (1932), *La Pologne pittoresque* de Pierre Francastel ou encore l'ouvrage de référence d'Ambroise Jobert sur la Commission d'Éducation nationale en Pologne. Dès le début de son activité, l'Institut français propose des cycles annuels d'enseignements variés : langue française, traduction, littérature, histoire, géographie, droit, histoire de l'art et même musique. Les enseignants sont des professeurs reconnus (Jean Fabre, Pierre Francastel, Jean-Stanislas Clément, grand connaisseur de Słowacki et Mickiewicz, le romaniste Stanisław Wędkiewicz, l'historien Marcelin Défourneaux, Raymond Matton, Pierre Moisy). Henri Mazeaud assure les cours de droit, dont l'importance s'explique entre autres par l'influence déterminante du droit français sur la constitution de la II^e République polonaise. Une session annuelle d'examens sanctionne un cursus universitaire reconnu par l'université de Paris. Le nombre d'étudiants de l'Institut passe de 120 en 1925 à 800 en 1935. Sur l'initiative et aux frais de la France est créé en 1937, à Cracovie, le Centre franco-polonais de recherches historiques³¹.

Il ne faut pas non plus négliger l'émigration économique vers la France de plusieurs centaines de milliers de Polonais, qui consolident les liens entre les deux pays³².

31. Marcin FRYBES (dir.), *Instytut Francuski w Warszawie od 1925 do 1990* [L'Institut français de Varsovie de 1925 à 1990], Varsovie, wyd. Instytut Francuski w Warszawie, Miasto stołeczne Warszawa, 2005.

32. Janine PONTY, *Polonais méconnus*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1988.

Une alliance franco-tchécoslovaque sans nuages ?

Les relations franco-tchécoslovaques de l'entre-deux-guerres sont placées sous un ciel serein. Un discours officiel lénifiant, fraternel et enthousiaste masque pourtant des réalités moins univoques, même si la Première République tchécoslovaque est en profond accord idéologique avec la III^e République française. La présence du francophile Edvard Beneš au poste de ministre des Affaires étrangères de 1918 à 1935 renforce cette image idyllique ; il n'y a pas de divergences stratégiques – Paris et Prague considèrent initialement l'Allemagne avec une égale méfiance – et Prague compte à raison sur Paris pour satisfaire ses revendications à l'encontre de ses voisins entre 1918 et 1920. Des fissures existent toutefois dans cette alliance sans arrière-pensées. Du côté tchèque, la nécessité d'intégrer les Allemands de Tchécoslovaquie dans la sphère parlementaire et gouvernementale, la volonté de ménager Londres, les intérêts économiques et le poids de la social-démocratie freinent un engagement univoque contre l'Allemagne. Quant à la France, à partir des accords de Locarno d'octobre 1925, elle s'oriente vers un accommodement avec l'Allemagne au détriment d'une politique de fermeté à l'égard d'une éventuelle révision des traités de paix. De ce point de vue, les années 1930 montrent la dérive qui se produit, jusqu'à renier les engagements précédemment contractés. Les signes avant-coureurs d'un « lâchage » ne sont pourtant pas vraiment pris en compte et ce flou convient à Prague, du moins jusqu'à l'arrivée de Hitler au pouvoir en janvier 1933. C'est alors seulement que la coopération militaire est reprise avec plus de vigueur – sa force ayant été symboliquement illustrée par le maintien de la Mission militaire française pendant près de deux décennies, fait unique en Europe centrale –, même si les options défensives de la ligne Maginot s'accommodent mal de la projection des armées françaises vers l'Allemagne en cas de conflit, comme le préoyaient les concepteurs du traité d'alliance franco-tchécoslovaque de janvier 1924³³.

Cet arrière-plan stratégique a son pendant dans le domaine culturel. Pendant les années 1920, la gallomanie atteint des sommets : une pièce jouée à Paris est donnée quelques mois plus tard sur les scènes pragoises ; un succès littéraire est suivi d'une traduction très rapide et des éditeurs lancent des collections « françaises » couronnées de succès. Certains romanciers ont droit à une publication presque intégrale de leur œuvre et la liste des écrivains visiteurs de Prague rassemble le gotha littéraire. Les statistiques des traductions du français

33. Antoine MARÈS, « Les relations franco-tchécoslovaques, sismographe de l'Europe (1914-1925) », in *La Naissance de la Tchécoslovaquie et la France, un chemin commun vers une Europe démocratique (1914-1925)*, Prague, Ministerstvo zahraničních věcí ČR, 2008, p. 76-106.

montrent une imprégnation générale dans tous les genres, en particulier dans le roman d'aventures – ce qui laisse des traces durables chez les enfants et adolescents (mais c'est aussi vrai des écrivains allemands ou anglo-américains) –, tout en masquant l'influence réelle de certains auteurs, et notamment celle des poètes. Des revues comme *ReD*, *Host*, *Museion*, *Pásmo*, *Disk* ou *Aventinum* sont porteuses des dernières nouveautés parisiennes. Et se produit une « révolution Apollinaire » dans ces milieux, avec la traduction en 1919 de « Zone » par Karel Čapek. Les plus grands écrivains et poètes traduisent fréquemment du français et Karel Teige, jeune « pape » des avant-gardes, est orienté vers la France. En se ralliant au surréalisme en 1935, les « poétistes » ajoutent à la légende d'une culture tchèque entièrement tournée vers Paris, comme c'est le cas aussi des peintres et sculpteurs³⁴.

Cette situation va changer avec le choc des années 1930 : la crise économique touche durement l'édition et de grandes entreprises font alors faillite. La culture est sinistrée et une certaine lassitude se fait jour à l'égard de la culture française, du moins de son décalque systématique. De plus, ce « monopole » est entamé par l'intérêt pour d'autres cultures (italienne, anglaise, nordique, et surtout américaine et soviétique), qui a toujours existé, mais s'amplifie. La littérature française doit faire face à une concurrence accrue : dans la culture tchèque qui s'est affirmée au sein du cocon protecteur d'une Première République libérale et démocratique où la culture allemande est affaiblie, une curiosité tous azimuts s'est éveillée. Elle est dynamisée par une dominante de gauche qui l'engage du côté des républicains espagnols ou de l'antifascisme, même s'il ne faut pas négliger l'inspiration catholique³⁵.

À Prague, l'Institut Ernest Denis, fondé en 1920 et dirigé par Louis Eisenmann, fait figure de petite université francophone avec la présence de fortes personnalités (Hubert Beuve-Méry, futur fondateur du *Monde*, le philosophe Vladimir Jankélévitch...). La venue en France de lycéens à Dijon, Nîmes ou Saint-Germain-en-Laye assure la formation d'élites francophones et francophiles sur la longue durée. Sur le plan universitaire, l'Institut d'études slaves de Paris, inauguré par le président Masaryk en octobre 1923, joue un rôle capital dans les échanges franco-tchécoslovaques et, grâce à une prestigieuse génération de romans comme Václav Černý ou Václav Tille, les études romanes, nées à l'université Charles au XIX^e siècle, connaissent un développement sans précédent dans les nouvelles universités tchécoslovaques. L'apprentissage du français s'est généralisé

34. Antoine MARÈS, « Blízké a vzdálené dějiny jedné výstavy » [Histoire proche et lointaine d'une exposition] et « Dějiny jedné kolektivní antologie » [Histoire d'une anthologie collective], in *Naše Francie* (en collaboration avec Tereza Riedlbauchová), Prague, Památník národního písemnictví, 2018, p. 8-25 et 72-89.

35. Voir dans ce volume les contributions de Jovanka Šotolová et de Jitka Bednářová.

dans le secondaire et la Tchécoslovaquie détient le record du nombre de sections de l'Alliance française en Europe³⁶.

Des Slovaques dans l'orbite tchèque

Pendant la Première Guerre mondiale, une forte répression ne permet pas aux Slovaques de s'exprimer en dehors de leurs diasporas à l'étranger et de leur engagement militaire contre l'Autriche-Hongrie au sein des « légions tchécoslovaques » formées de déserteurs, de prisonniers ou de membres de ces « colonies ». À l'intérieur cependant, au printemps 1918, les principales forces politiques slovaques considèrent que le « pacte millénaire » de la coexistence avec les Hongrois est rompu et, le 30 octobre, leurs représentants se rallient à la constitution de l'État tchécoslovaque. Une longue incertitude va alors planer sur les formes de cette nouvelle cohabitation. Beaucoup souhaitent et espèrent une fédération. Finalement, en raison du contexte international et de la faiblesse des élites slovaques, la centralisation de l'État est retenue en 1920 par la Constitution, provoquant une frustration et une rancœur durable chez certains, aucune modification de ce statut n'intervenant avant 1938. C'est donc dans le cadre de la Tchécoslovaquie unie, qui, avec le « tchécoslovaquisme », adopte le principe artificiel de deux rameaux d'un même peuple et d'une même langue avec deux variantes, que les Slovaques vont peu à peu se former, s'affirmer et tisser des liens plus consistants avec la France³⁷.

Du côté français, malgré la part importante prise par la Mission militaire française dans les combats visant à fixer les frontières avec la Hongrie en 1919-1920, la Slovaquie reste une inconnue parce qu'elle est vue à travers un prisme centralisateur pragois qui nie sa spécificité : le caractère très conservateur et catholique de ceux qui prônent l'autonomie les rend inaudibles chez les décideurs parisiens, qui souhaitent avant tout un allié tchécoslovaque fort et uni³⁸. En revanche,

36. Zuzana RAKOVÁ, *Francophonie de la population tchèque*, op. cit. ; Mathieu BRAUNSTEIN, Henri EHRET, Marcel GIRARD, Gérard-Georges LEMAIRE, Antoine MARÈS, Olivier POIVRE D'ARVOR et Stéphane REZNIKOW, *Une histoire de l'Institut français de Prague*, Prague, Les Cahiers de la Štěpánská, 1993 ; Jiří HNILICA, *Francouzský institut v Praze 1920-1951. Mezi vzděláním a propagandou* [L'Institut français de Prague 1920-1951. Entre éducation et propagande], Prague, Karolinum, 2009.

37. Bohumila FERENČUHOVÁ, *Francúzsko a slovenská otázka 1789-1989* [La France et la question slovaque 1789-1989], Bratislava, Veda, 2008.

38. Antoine MARÈS, « La vision française de la Slovaquie à travers les sources diplomatiques françaises (1918-1938) », in *Slovensko v politickom systéme Československa*, Bratislava, Historický ústav SAV, 1992, p. 157-166.

grâce à l'aide tchèque, la mise en place d'un enseignement secondaire et supérieur national jusque-là absent dynamise la scène intellectuelle nationale. De plus, des Slovaques viennent nombreux en France à la suite de l'organisation d'une immigration économique, dans le sillage des Polonais, tandis que de jeunes lycéens et étudiants slovaques s'y forment aussi ou y complètent leurs études, à Strasbourg et à Paris notamment. Tout cela facilite les flux culturels dans le cadre d'une osmose tchéco-slovaque, et la Slovaquie commence à développer ses propres outils relationnels avec la culture française : éditions, revues, chaire de romanistique à l'université Comenius (Komenský) nouvellement fondée à Bratislava, premiers grands traducteurs, scènes théâtrales, etc.³⁹.

La Hongrie, de l'âge d'or à l'amour déçu : loin de Paris

La France ayant joué un rôle prépondérant dans la préparation des arrangements de l'après-guerre, les attentes hongroises vis-à-vis de la Conférence de la paix sont initialement grandes, voire démesurées. Le gouvernement du comte Mihály Károlyi (1918-1919), établi après l'effondrement de la Double Monarchie, se déclare wilsoniste et ouvertement francophile. Cet espoir se révèle vain : parmi les Alliés, la France est probablement la plus engagée à soutenir les nouveaux États de l'Europe centrale et orientale. La viabilité des frontières, dont on espère une stabilité accrue et donc la sécurité si chère à la France, est primordiale. Aux yeux de l'opinion publique hongroise, la France devient (et est restée) le principal responsable du traité de Trianon. Le traité signé le 4 juin 1920 n'a pas seulement amputé le territoire d'avant-guerre au Royaume de Hongrie de 67 % de sa superficie, mais aussi de 57 % de sa population : sur les 11 millions d'anciens citoyens hongrois devenus nouveaux citoyens roumains, tchécoslovaques, yougoslaves, 3 à 3,2 millions sont Hongrois de souche⁴⁰.

Il serait facile de considérer les relations franco-hongroises de la période comme vouées à l'échec à cause du traité de Trianon, et certains signes en donnent l'impression : Budapest est l'une des rares capitales d'Europe centrale où n'est pas ouvert un Institut français durant ces deux décennies. La presse francophone locale – pourtant omniprésente en Europe centrale et orientale – n'a que de faibles

39. Bohumila FERENČUHOVÁ et Ľubica KÁZMEROVÁ, « La place de la langue et de la littérature française dans l'enseignement secondaire en Slovaquie (1918-1945) », in Antoine MARÈS et Jiří HNILICA (dir.), *La France et l'Europe centrale. La construction des savoirs réciproques à travers l'enseignement*, Pardubice, Univerzita Pardubice, 2017, p. 81-102.

40. Ignác ROMSICS, *The Dismantling of Historic Hungary: the Peace Treaty of Trianon, 1920*, Boulder, East European Monographs, 2002.

positions dans le pays : le quotidien *L'Écho du Danube* (1922-1924) a une brève existence et la *Nouvelle Revue de Hongrie* (1932-1944), mensuel de qualité lancé à l'initiative du gouvernement hongrois et soutenu par la Légation de France, reflète surtout des thématiques chères à Budapest. De plus, cette relation bilatérale est émaillée de scandales révélateurs de l'adversité des deux pays : l'affaire des faux billets (en 1925-1926, quand un groupe d'influents aventuriers hongrois tente de produire de faux francs), l'affaire de la contrebande d'armes de Saint-Gothard (1928) ou encore l'assassinat du roi Alexandre de Yougoslavie et de Louis Barthou à Marseille (1934), certes par des mercenaires oustachis, mais partiellement formés et entraînés en Hongrie. Et l'affaire Stavisky, qui ébranle la III^e République, a également un volet hongrois, dûment mis en lumière par la presse parisienne⁴¹.

Néanmoins, la Hongrie a sa place dans le dispositif français : il s'agit notamment de raccrocher le pays à la Petite Entente, finalisée en 1921, car ce système d'alliance est menacé par le vide provoqué en son centre par l'hostilité hongroise. Ce processus commence par l'interlude de l'été 1920, quand Paris semble accepter certaines revendications hongroises en contrepartie d'avantages économiques accordés à des groupes financiers français ; quelques gouvernements de la III^e République se montrent intéressés à ranger Budapest parmi les pays amis ou au moins neutres : tel est le cas au moment du plan Tardieu (1932) et au cours des années 1930 quand la France veut soutenir financièrement le pays en achetant des bons du Trésor hongrois ou en augmentant le contingent d'importation des marchandises hongroises.⁴²

Malgré cette ambivalence, la langue et la culture françaises gardent un indéniable prestige auprès des élites hongroises. Selon les recensements de l'entre-deux-guerres, 70 000 à 80 000 personnes déclarent parler le français (dans un pays de huit millions habitants en 1920), dont 80 % vivent dans la capitale. Les quatre universités (celles de Kolozsvár/Cluj et Bratislava/Pozsony repliées respectivement à Szeged et à Pécs) possèdent toutes une chaire de français, en principe avec un professeur tout-puissant, dont le rayonnement et la réputation s'étendent bien au-delà de leur époque : Géza Birkás à Pécs, János Hankiss à Debrecen, Sándor Eckhardt à Budapest et Béla Zolnai à Szeged ont formé des centaines de professeurs de français durant cette période, dirigé des docto-

41. Pour l'affaire de la falsification des francs, David PETRUCCELLI, « Banknotes from the Underground: Counterfeiting and the International Order in Interwar Europe », *Journal of Contemporary History*, n° 3, 2016, p. 507-530 ; Henri DE MONTÉTY, « La Nouvelle Revue de Hongrie et ses amis français (1932-1944) », *Hungarian Studies*, n° 23, 2009, n° 9, p. 267-307.

42. Catherine HOREL, « La Hongrie et le plan Tardieu », *Revue d'Europe centrale*, n° 2, 1997, p. 73-85.

rants, entretenu des relations avec la France, en partie grâce au Bureau des Renseignements universitaires franco-hongrois établi à Paris en 1927, qui devient le noyau du futur Institut hongrois à Paris (sous ce nom à partir de 1941⁴³). Hankiss est un des fondateurs de l'université d'été de Debrecen, établie pour tous ceux qui souhaitent apprendre le hongrois ou connaître la civilisation hongroise. Le recrutement en France est particulièrement réussi : c'est grâce à lui que le jeune Roland Barthes passe par Debrecen en 1938. Un lycée français établi à Gödöllő, près de Budapest, en 1938, a également vu le jour à l'initiative hongroise, largement soutenue par la Légation de France. Cette nouvelle institution a considérablement élargi le rayon d'action du français avec les institutions déjà existantes, telles que le lycée Notre-Dame de Sion pour filles, établi à Budapest avant la Grande Guerre au moment où une partie des congrégations quittait la France, et l'école Champagnat des frères maristes, une école élémentaire. La plupart du temps, ces écoles – en partie à cause des frais d'inscription élevés – instruisent les enfants des familles fortunées qui ont vocation à faire partie de l'élite du pays⁴⁴.

Le Collège Eötvös continue de former des intellectuels de haute qualité dans un esprit nettement francophile, les universités françaises ayant conservé leur attrait durant toute cette période : dans la seule année universitaire 1930-1931, le nombre des étudiants hongrois en France dépasse le nombre de ces étudiants durant la seconde moitié du XIX^e siècle (355 contre 322). Ce qui va au-delà du nombre d'étudiants hongrois résidant en Angleterre, aux États-Unis ou en Suisse et s'approche des effectifs en Italie, en Allemagne ou en Autriche tout en étant inférieur au nombre des étudiants tchèques, slovaques, roumains, serbes ou croates pendant la même période. L'État hongrois finance chaque année une trentaine de bourses pour les jeunes désireux d'étudier en France tandis que le nombre des bourses accordées par le gouvernement est de 10 à 20 chaque année. C'est également la période où est né le premier grand dictionnaire franco-hongrois, établi par le linguiste Aurélien Sauvageot (1897-1988), lecteur au Collège Eötvös. En tant que premier professeur de hongrois aux Langues'O, il est le premier titulaire de hongrois dans une institution d'enseignement supérieur français⁴⁵.

43. Ignác ROMSICS, « Les relations culturelles franco-hongroises et l'Institut Hongrois de Paris entre les deux guerres mondiales », *Cahier d'études hongroises*, n° 2, 1990, p. 179-190.

44. Catherine TAMUSSIN, « L'enseignement du français en Hongrie après le traité de Trianon (1920) : un essor défiant les contingences politiques? », *Documents pour l'histoire du français langue étrangère ou seconde*, n° 29/2, 2015, p. 131-153.

45. Ildikó JÓZAN, « Géographie, typologie, politique : la fondation de la chaire des langues finno-ougriennes à l'école des langues orientales vivantes », *Hungarian Studies*, n° 2, 2019, p. 367-383.

Invariablement, pour les intellectuels ou les membres des bonnes familles, le voyage à Paris ou en France demeure une question de prestige et presque une obligation sociétale. Cette ruée vers la France se popularise : on peut évaluer entre 30 000 et 50 000 les Hongrois travaillant en France dans les années 1920-1930. Paris et le département de la Seine, les usines et mines du Nord, ainsi que les usines de textile de la vallée du Rhône sont les régions où se trouvent les plus grandes colonies ; le nombre de travailleurs d'origine hongroise diminue fortement à l'aube de la Seconde Guerre mondiale et le gouvernement hongrois incite ses nationaux à rentrer au pays durant la guerre. Cette masse francophone contribue également à faire connaître la France. Durant ces deux décennies, la perception hongroise de la France s'est élargie : les premiers guides touristiques sur la France ont paru et les œuvres littéraires aux thèmes parisiens ou français ont forgé leur propre lectorat (le plus connu d'entre eux étant le livre à succès international de Jolán Földes, *La Rue du chat-qui-pêche*, 1936). Dans un registre plus populaire, les romans des légionnaires ont été un franc succès de la période et, grâce aux spécificités du marché du livre pendant le communisme, leurs rééditions (surtout celles de Jenő Rejtő [1905-1943]) ont assuré la continuité de ce succès et ont durablement façonné l'image de la Légion étrangère en Hongrie d'où plus de 4 000 recrues ont servi dans les 190 dernières années : les Hongrois sont ainsi à la 10^e place parmi les nations les plus représentées dans la Légion⁴⁶.

À cause des lois antisémites et du durcissement du climat politique, beaucoup d'intellectuels et artistes hongrois se sont réfugiés en France. Parmi les premiers, citons François Fejtő (1909-2008), parmi les seconds un certain nombre de géants de la photographie contemporaine : André Kertész (1894-1985), Robert Capa (1913-1954) ou encore Brassai (1899-1984)⁴⁷.

Une rupture de sept ans

La Pologne en perdition

Quand la guerre éclate le 3 septembre 1939, l'alliance franco-polonaise montre toute sa fragilité. En cette période de guerre et à la suite de sa défaite

46. Krisztián BENE, « Une migration atypique. Le parcours et l'identité des volontaires centre-européens de la Légion étrangère au lendemain de la Seconde Guerre mondiale (1945-1954) », *Chronica*, n° 16, 2017, p. 89-100.

47. Júlia CSERBA, *Magyar származású fotográfusok Franciaországban – Az 1920-as évektől napjainkig*. [Photographes d'origine hongroise en France des années 1920 à nos jours], Budapest, Corvina, 2019.

militaire, la Pologne se voit obligée de reconstruire son gouvernement à l'étranger pour assurer la continuité de l'État. C'est alors que l'ambassadeur Léon Noël propose d'installer le gouvernement polonais en France, de lui donner un droit de séjour et d'exterritorialité, de lui permettre de prendre des décisions souveraines et aussi de représenter la Pologne sur l'arène politique internationale. Cette proposition se solde de manière spectaculaire par l'internement en Roumanie des membres du gouvernement polonais⁴⁸. Le gouvernement en exil formé en France le 28 septembre 1939, puis reconnu par les puissances de l'Europe de l'Ouest, représente l'État polonais dans sa continuité et sa volonté de participer à la guerre. Il lui appartient donc de créer une armée, financée grâce à un prêt français (et britannique) de 1 250 millions de francs accordé à la Pologne avant la guerre. Dans les rangs de cette armée se trouvent les soldats et les officiers évadés des camps d'internement venus en France, ainsi que les appelés issus des milieux de l'immigration polonaise. Parmi les 82 000 soldats et officiers polonais sous les armes au printemps 1940, plus de la moitié (44 007) est recrutée en France. Cette armée polonaise – notamment ses pilotes – participe à la bataille de France en mai et juin 1940. Au moment de la défaite, le gouvernement polonais rejette la proposition de capitulation du président du Conseil Paul Reynaud et prend la décision de continuer la guerre, de s'exiler en Grande-Bretagne et d'évacuer l'armée polonaise⁴⁹.

Dès le début de la guerre, le gouvernement en exil du général Sikorski entre en contact avec le gouvernement français puis avec la France libre⁵⁰. Les diplomates de cette dernière font pourtant preuve d'un grand scepticisme envers la Pologne, lui reprochant dès 1940 d'avoir des « appétits inquiétants » en créant en Europe de l'Est une large fédération dirigée par le gouvernement polonais. Ces projets auraient pour objectif de déposséder la France du rôle qu'elle jouait sur le continent européen. Estimant que l'accord Sikorski-Maïski (30 juillet 1941) concernant le rétablissement des relations polono-soviétiques est « raisonnable », le général de Gaulle promet au Premier ministre polonais de soutenir les revendications polonaises à l'Ouest (la ligne Oder-Neisse comme frontière occidentale de la Pologne), mais refuse de se déclarer en faveur des prétentions de la Pologne

48. Yves BEAUVOIS, « Francja a rządy „pułkowników” (wrzesień 1936-wrzesień 1939) » [La France et le régime des “Colonels” (automne 1936-automne 1939)], *Dzieje Najnowsze*, n° 3, 1999, p. 127.

49. Karol GRÜNBERG, « Od klęski wrześniowej i czerwcowej do wspólnego zwycięstwa (1939-1945) » [De la défaite des septembre et juin à la victoire collective], in *Polska-Francja. Dziesięć wieków związków politycznych, kulturalnych i gospodarczych*, op. cit., p. 469.

50. Zofia ZAKS, « Wolna Francja i Polska w latach 1943-1944 (październik 1943-lipiec 1944) » [La France libre et la Pologne (octobre 1943-juillet 1944)], *Kwartalnik historyczny*, n° 2, 1987, p. 98.

à l'Est (maintien de la frontière de 1939)⁵¹. Les relations officielles nouées en 1942 entre la France libre et le gouvernement de Sikorski ne changent pas l'attitude de la France envers Moscou, considérée comme prioritaire. En mai 1943, de Gaulle se prononce en faveur de la frontière orientale de la Pologne le long de la ligne Curzon⁵². Dans une note adressée aux postes diplomatiques français, il souligne la nécessité de s'opposer aux exigences de Varsovie et de Bucarest et de limiter les activités françaises dans ces pays aux domaines culturel et économique. Dès l'automne 1943, certains diplomates français sont persuadés que le sort de la Pologne, de la Roumanie, des Pays baltes et de la Finlande est scellé⁵³. Tirant leçon des événements de 1938, certains s'opposent à l'engagement de la France en Europe centrale, d'autres restent persuadés qu'elle est susceptible de jouer un rôle important dans cette région.

La création en juillet 1944 du Comité polonais de libération nationale (CPLN), d'obédience communiste, remet en question les relations diplomatiques du gouvernement français avec les autorités polonaises de Londres. Le Gouvernement provisoire de la République française (GPRF) se montre réservé envers le CPLN. Son représentant à Moscou, Roger Garreau, refuse de recevoir la notification de sa fondation. Puis, par crainte de compromettre le sort des milliers de prisonniers de guerre français libérés par l'Armée rouge en Pologne (conformément aux accords polono-soviétiques), la France envoie son représentant en Pologne, dépendant de l'ambassadeur de France à Moscou⁵⁴.

51. Antoine MARÈS, « La France Libre et l'Europe centrale et orientale (1940-1944) », *Revue des études slaves*, t. LIV, fasc. 3, 1982, p. 310.

52. Zofia ZAKS, « Wolna Francja i Polska w latach 1943-1944 (październik 1943-lipiec 1944) », art. cité, p. 100. La ligne Curzon, du nom du ministre des Affaires étrangères de la Grande-Bretagne, devait être la frontière administrative provisoire de la Pologne en 1919. En juillet 1920, l'armée polonaise a dû se retirer derrière cette ligne pour permettre à la Grande-Bretagne et à la France de participer aux négociations de paix avec la Russie soviétique. Bien que les bolcheviks aient refusé leur médiation, pendant la Seconde Guerre mondiale, le Kremlin a exigé dans ses négociations avec le gouvernement polonais en exil et avec les pays de l'Ouest que la frontière polonaise suive la ligne Curzon (ce qui équivalait pour la Pologne à renoncer à une partie importante de son territoire, appelée les confins de l'Est).

53. Antoine MARÈS, « La France Libre et l'Europe centrale et orientale (1940-1944) », art. cité, p. 335 ; Étienne SANTIARD, « Les diplomates français en 1946 ; le problème soviétique au cœur de la déchirure », *Revue d'histoire diplomatique*, n° 2, 1996, p. 142-145.

54. Zofia ZAKS, « Rząd francuski wobec Polskiego Komitetu Wyzwolenia Narodowego i Rządu Tymczasowego RP (lipiec 1944-sierpień 1945) » [Le gouvernement français à l'égard du Comité polonais de libération nationale et le gouvernement provisoire de la République de Pologne (juillet 1944-août 1945)], *Polska 1944/1945-1989. Studia i Materiały*, n° 1, 1995, p. 70.

Un pacte franco-soviétique ayant été signé le 10 novembre 1944, le GPRF et le CPLN échangent leurs représentants, malgré les réticences du général de Gaulle. La reconnaissance *de facto* du CPLN par la France est une des conditions de la signature de ce pacte. La France n'est plus en mesure de mener en Pologne une politique antisoviétique qui aurait immédiatement entraîné la suppression de toute présence française dans ce pays. Le gouvernement provisoire de la République de Pologne est reconnu par la France le 29 juin 1945. Ces dispositions semblent prouver que de Gaulle entend jouer la « carte de l'Est » face aux alliés britannique et américain pour obtenir les territoires de la Ruhr, de la Sarre et du Haut-Rhin⁵⁵.

Le monde tchéco-slovaque englouti et déchiré

Si les accords de Munich de septembre 1938 permettent aux Slovaques – au sein de l'État tchéco-slovaque jusqu'en mars 1939 – d'instaurer une fédéralisation souhaitée par beaucoup d'entre eux, ils représentent pour les Tchèques une rupture symbolique d'autant plus brutale que rien n'y a préparé l'opinion publique. La Tchécoslovaquie territorialement amputée devient économiquement inviable et s'effondre psychologiquement. Toutes les valeurs auxquelles les Tchèques sont attachés semblent s'écrouler. Sur le plan politique et culturel, il en découle un repli sur soi, national voire nationaliste. Même si le sort commun des Tchèques et des Français face à l'Allemagne atténue le rejet initial de 1938, la France perd sa place privilégiée. Le phénomène est amplifié par l'occupation allemande du 15 mars 1939, la naissance du Protectorat de Bohême-Moravie aux ordres de Hitler et la proclamation de l'« indépendance » slovaque. Tout ce qui est français est détruit et poursuivi par les Allemands, qui débaptisent les rues, détruisent les monuments et censurent la culture française. En littérature, seuls les pamphlets antisémites de Céline survivent à cette haine de la culture française⁵⁶.

Toutefois, cela est loin de signifier une rupture politique définitive et un reniement total de la culture française : de la même manière que s'est formé un gouvernement tchécoslovaque en exil sous l'égide du président Beneš exilé à Londres, les Français libres se retrouvent en Grande-Bretagne, et ceux-ci dénoncent à deux reprises, en septembre 1942 et en août 1944, les accords de Munich : les relations entre le général de Gaulle, le président Beneš et leurs gouvernements respectifs

55. Jan ZAMOYSKI, *Polacy w ruchu oporu we Francji 1940-1945* [Les Polonais dans la Résistance en France 1940-1945], Wrocław/Varsovie/Cracovie/Gdańsk, Ossolineum, 1975, p. 123-126.

56. Voir l'ouvrage fondamental de Jan GEBHART et Jan KUKLÍK sur le Protectorat, *Velké dějiny zemí Koruny české. 1938-1945* [Grande histoire des Pays de la Couronne de Bohême. 1938-1945], vol. XV a et b, Prague, Litomyšl, 2006-2007.

sont cordiales. La solidarité des prisonniers au sein des camps nazis joue aussi un rôle dans la reconstitution du lien. La France écrasée ne rime plus seulement avec Munich mais, du côté tchécoslovaque, se met en place un logiciel durable qui évalue la situation des uns et des autres en fonction de leur position au moment des accords de Munich : les Munichois sont bannis et infréquentables, à la différence des anti-Munichois, qui ont droit de cité⁵⁷.

Du côté slovaque, le conservatisme du régime présidé par Jozef Tiso et sa complaisance à l'égard de l'extermination des Juifs ne peuvent être cautionnés par l'immense majorité des Français ; la Slovaquie reste donc un pays lointain et méconnu malgré la présence de Slovaques au sein de la Résistance, notamment à travers la MOI (Main d'œuvre immigrée, groupe communiste proche de la CGT), dans laquelle des Tchèques sont également engagés. En Slovaquie, la situation matérielle relativement favorable de la population n'empêche pas un décrochage entre l'opinion publique et un pouvoir clérico-fascisant qui se radicalise à partir de 1943⁵⁸. Cela conduit à un divorce sanctionné par le Soulèvement national slovaque, qui éclate en août 1944 : cet événement rétablit les Slovaques dans une sphère démocratique tout en étant étroitement lié à la reconstitution de liens franco-slovaques. Des militaires français évadés des stalags autrichiens et réfugiés en Hongrie participent en effet à ce soulèvement, une épopée devenue une légende refondatrice des relations entre Paris et Bratislava⁵⁹.

Pour la Hongrie, le temps des incertitudes : 1940-1945

La France se ralliant dans sa politique étrangère aux *appeasers*, Paris regarde avec un certain détachement la réannexion par Budapest de la Slovaquie du Sud (ancienne Haute-Hongrie) en novembre 1938, consécutive aux accords de Munich, et celle de la Ruthénie subcarpatique en mars 1939, réalisées avec le soutien de l'Italie. La défaite de la III^e République française en 1940 cause un certain émoi dans le pays : moment de revanche pour la droite, moment de peur pour les francophiles, surtout présents dans la sphère culturelle, moins influents en politique. Bien que la communication entre les deux pays soit rendue difficile par les difficultés dues à la guerre et les restrictions allemandes, les deux régimes autoritaires ont beaucoup de traits en commun, ce qui assouplit leur coopération. La Hongrie sert de refuge à 600-800 prisonniers de guerre français, évadés

57. Antoine MARÈS, « La France Libre et l'Europe centrale et orientale (1940-1944) », art. cité.

58. Sur l'État slovaque, Ivan KAMENEC, *Slovenský štát 1939-1945*, Prague, Anomal, 1992.

59. Colonel Georges de LANNURIEN, « Une action de guerre mal connue : les combattants français en Slovaquie (avril 1944-février 1945) », *Revue historique des armées*, n° 154, 1984, p. 71-103.

des camps d'Autriche ou de Galicie orientale. Ces évadés jouissent d'une grande liberté de mouvement, leur internement étant souvent factice et les subsides du gouvernement et de la Légation de France leur assurant une aisance matérielle étonnante. Nombre d'entre eux travaillent dans les usines ou même dans l'agriculture, mais ceux qui ont été formés pour l'enseignement y trouvent un emploi, notamment dans le lycée français de Gödöllő où un véritable noyau de la France libre s'est constitué grâce à eux⁶⁰.

Après l'occupation de la Hongrie par les Allemands en mars 1944, beaucoup doivent se cacher ou passer la frontière pour la Slovaquie. Ce n'est pas la seule conséquence de l'occupation allemande. Les publications en français sont suspendues ou interdites (dont la *Nouvelle Revue de Hongrie* et la *Gazette de Hongrie*, lancée en 1929) et nombre de leurs soutiens ou membres du comité de rédaction sont emprisonnés ou déportés : parmi eux, le rédacteur de la *NRH*, l'historien littéraire József Balogh (1893-1944). Par ailleurs, plusieurs centaines de Hongrois de France participent à la Résistance en France, notamment au sein des FTP : la fameuse « affiche rouge » imprimée par l'occupant nazi en 1944 sur le démantèlement du groupe Manouchian, ne contient pas moins de trois photos de résistants d'origine hongroise⁶¹.

1945-1989

Les relations franco-polonaises dans un monde divisé

Prise entre les blocs russe et allemand, la Pologne n'a eu de cesse de revendiquer son droit à l'existence. Les destructions du temps de guerre sont complétées par l'action des communistes entre 1944 et 1948.

À cette époque, les pourparlers concernant une alliance bilatérale dominent les relations politiques entre Varsovie et Paris. La perspective d'un rapprochement est rendue possible par le scepticisme de la France touchant les résolutions de Potsdam et par l'appui accordé par Paris au tracé de la frontière l'Oder-Neisse dans le but d'affaiblir l'Allemagne : elle est à l'origine d'une idée nouvelle, apparue en automne 1945, visant à conclure un pacte politique entre les deux pays qui garantirait leurs frontières respectives avec l'Allemagne et leur imposerait l'obligation de se consulter

60. Paul GIRAUD, *Refuge en Hongrie 1941-1945*, Paris, Éditions de la Calanque, 1946 ; László ANTAL (dir.), *Ego sum gallicus captivus. Francia menekültek Magyarországon* [*Ego sum gallicus captivus. Réfugiés français en Hongrie*], Budapest, Európa, 1980.

61. Krisztián BENE, *A francia ellenállás magyar tagjai* [Les membres hongrois de la Résistance française], Budapest, Lymbus, 2017, p. 499-522.

dans le domaine de la politique étrangère. Le Quai d'Orsay décide de ne pas rejeter immédiatement cette proposition tout en temporisant pour tenir compte des négociations avec les puissances anglo-saxonnes et l'URSS sur la Rhénanie⁶².

Par ailleurs se pose la question de la nationalisation et des indemnités pour les biens français. Il y a toutefois des obstacles importants du point de vue de Paris. D'une part, le gouvernement français craint d'entraîner la France dans l'orbite de l'URSS. D'autre part, une alliance avec la Pologne communiste ne semble pas garantir l'appui de Staline aux revendications françaises envers l'Allemagne. Par conséquent, le Quai d'Orsay freine de plus en plus ses contacts avec Varsovie, d'où les variantes successives du pacte, qui, dès le début de 1946, ne doit plus être qu'une déclaration d'amitié. Enfin, l'approvisionnement de la France en charbon américain ainsi que les conflits grandissants avec les Soviétiques à propos de l'intégration de l'Europe occidentale (plan Marshall) anéantissent l'idée d'une alliance franco-polonaise. En novembre 1947, le Quai d'Orsay décide de rompre les pourparlers concernant une alliance politique avec Varsovie et Prague⁶³.

En même temps, la coopération culturelle avec les pays de l'Est occupe une place de choix dans la politique étrangère de la France, qui tente de reconquérir son influence dans la région⁶⁴. Dans cette optique, la décision est prise de réactiver l'Institut français. En juin 1947, son ouverture officielle a lieu à Varsovie et Cracovie⁶⁵. Des expositions de dessins, de peinture, de livres y ont lieu. Les bourses accordées pour les stages en France jouent un rôle inestimable. En 1946, 60 bénéficient à la Pologne⁶⁶.

62. À ce sujet voir Dariusz JAROSZ et Maria PASZTOR, *Conflits brûlants de la guerre froide. Les relations franco-polonaises de 1945 à 1954*, Paris, Charles Lavauzelle, 2005, p. 37 et sq.

63. Christophe LAFOREST, *Les tentatives de renouvellement de l'alliance franco-polonaise au lendemain de la Seconde Guerre mondiale (1945-1947)*, mémoire de DEA, université Paris I Panthéon-Sorbonne, 1997, p. 39-41.

64. Robert FRANK, « La machine diplomatique culturelle française après 1945 », *Relations internationales*, n° 115, automne 2003, p. 329-331 ; Annie GUÉNARD, « Réalisme et illusions d'une politique culturelle française en Europe centrale et orientale de 1945 à la fin de 1947 », in Élisabeth DU RÉAU (dir.), *Regards croisés et coopération en Europe au XX^e siècle*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 1996, p. 87-91.

65. Dariusz JAROSZ et Maria PASZTOR, « Działalność Instytutu Francuskiego w Polsce w latach 1925-1989. Część druga: lata 1945-1989 » [Activités de l'Institut français en Pologne dans les années 1925-1989. Deuxième partie : 1945-1989], *Polski przegląd dyplomatyczny*, n° 3, 2008, p. 119-120.

66. Maria PASZTOR et Dariusz JAROSZ, « La culture et la science dans les relations franco-polonaises (1944-1950) », in Antoine MARÈS (dir.), *Culture et politique étrangère des démocraties populaires*, Paris, Institut d'études slaves, 2007, p. 64.

En 1945 aussi, « l'émigration de guerre » (Józef Czapski, Jerzy Giedroyc et Gustaw Herling-Grudziński, Zofia et Józef Hertz) décide de fonder une maison d'édition polonaise à Rome. Deux ans plus tard, ses membres déplacent leur activité à Maisons-Laffitte et fondent une revue qui devient une institution majeure de la vie culturelle et intellectuelle des Polonais, et pas seulement des exilés. Au cours de ses cinquante ans d'existence, *Kultura* a réussi à rassembler autour d'elle quelques-uns des plus éminents intellectuels, écrivains et poètes polonais de plusieurs générations, venus souvent d'horizons très différents. Pour ces auteurs, *Kultura*, qui défend la thèse évolutionniste du communisme, représente souvent la seule possibilité de publier en polonais. Les efforts de ces personnalités ont permis de développer un immense réseau d'auteurs (parmi eux Witold Gombrowicz, Czesław Miłosz, Juliusz Mieroszewski, Andrzej Bobkowski, Jerzy Stempowski)⁶⁷.

Bientôt les divergences politiques entraînent la crise la plus grave qu'aient connue les relations franco-polonaises au xx^e siècle. L'apogée du conflit est provoquée par l'arrestation de citoyens français en Pologne : en 1949, Yvonne Bassaler, secrétaire au consulat de France à Wrocław, Étienne Decaux, slaviste et boursier séjournant en Pologne, et André Robineau, employé au consulat de France à Szczecin et fils du directeur général de l'Institut français à Varsovie, sont accusés d'espionnage. Cette étape se caractérise par le fait que les ministères de l'Intérieur et les services spéciaux des deux États décident à la place des services diplomatiques de la forme des relations internationales. La réaction de la France aux arrestations de ses citoyens ne se fait pas attendre. Le 23 novembre 1949 commencent les perquisitions des locaux des organisations polonaises relevant de l'ambassade de Pologne à Paris. Les arrestations de leurs activistes et les expulsions de certains d'entre eux suivent. En décembre 1949, un groupe d'instituteurs et d'inspecteurs d'écoles consulaires est arrêté et expulsé. Une trentaine d'instituteurs polonais perdent l'autorisation d'enseigner dans les écoles françaises. Les autorités de Varsovie répliquent le 13 décembre en exigeant le départ de onze professeurs de l'Institut français du territoire polonais. Le 12 janvier 1950, la police française et les agents de la DST arrêtent 50 Polonais. Le lendemain sont publiés des décrets signés par Jules Moch interdisant les activités de neuf organisations d'émigrés polonaises relevant de l'ambassade de Pologne sur le territoire français. Le Comité central du POUP décide la fermeture de l'Institut français à Varsovie, l'ouverture

67. Anna BERNHARDT, Anna CIESIELSKA-RIBERD et Iwona H. PUGACEWICZ (dir.), *Penser la démocratie et agir en exil. Les leçons de Jerzy Giedroyc et de Kultura, 1947-2000*, Paris, Association Institut littéraire Kultura/Centre de civilisation polonaise Sorbonne Université, 2023.

du procès Robineau, le refus d'accepter les commandes polonaises chez Renault. La tension engendrée par ces événements dure plusieurs années⁶⁸.

Le facteur essentiel de la détente est sans aucun doute le « dégel » progressif de la situation internationale amorcé après la mort de Staline, en mars 1953. Dès la fin de 1952, les diplomates des deux États envisagent d'ouvrir deux bibliothèques françaises en Pologne en échange d'une normalisation du statut des instituteurs polonais en France. En 1953, des discussions sont engagées à propos d'un règlement de la situation de la Bibliothèque polonaise à Paris, de l'annulation de la suspension de la presse polonaise en France ainsi que du rétablissement des activités des organisations polonaises interdites. La libération de Robineau et la visite de députés français (parmi eux Édouard Daladier et Jacques Soustelle) en décembre 1953 constituent un début de détente qui se concrétise vers la fin de la IV^e République⁶⁹.

La crainte du voisin allemand constitue un autre point de rapprochement entre la France (et surtout les détracteurs de la CED) et la Pologne. La corrélation entre la question européenne et la reconnaissance de la ligne Oder-Neisse, qui fait partie de la raison d'État polonaise, prend une importance croissante dans les milieux français hostiles au réarmement allemand (les gaullistes). Au long des années 1950 et 1960, la Pologne n'a cessé d'obtenir de la France la reconnaissance de la ligne Oder-Neisse comme frontière occidentale définitive de la Pologne⁷⁰.

Les tentatives de réchauffement des relations entre Varsovie et Paris portent leurs premiers fruits en octobre 1954, avec la participation de troupes de théâtre polonaises au Festival international de théâtre de Paris⁷¹. Ces échanges bilatéraux ont évolué par la suite : entre le 24 janvier et le 20 février 1957, une mission culturelle française séjourne en Pologne pour déterminer les besoins et les possibilités de développement dans ce domaine. À l'issue de cette mission, un nouveau programme d'échanges et de coopération culturelle entre la Pologne et la France est élaboré pour 1958-1959. Le gouvernement français s'y engage à envisager la création d'une

68. Voir sur cette « affaire » Dariusz JAROSZ et Maria PASZTOR, *Conflits brûlants de la guerre froide*, op. cit., p. 196-227.

69. *Ibid.*, p. 296-297.

70. Maria PASZTOR, « Problem granicy na Odrze i Nysie Łużyckiej w stosunkach polsko-francuskich w latach od 1953 do 1965 » [Le problème de la frontière sur l'Oder et la Neisse lusacienne dans les relations franco-polonaises de 1953 à 1965], *Wrocławskie studia z polityki zagranicznej*, n° 1, 2001, p. 123-125.

71. Maria PASZTOR, « Les problèmes de la collaboration culturelle entre la France et la Pologne dans les années 1954-1970 », in Antoine MARÈS (dir.), *Culture et politique étrangère*, op. cit., p. 77.

chaire de langue et de littérature polonaise à la Sorbonne ainsi que la venue de Pologne de professeurs recrutés par d'autres universités françaises pour enseigner la langue et de littérature polonaises. Les professeurs de français délégués en Pologne pour l'année scolaire 1957-1958 doivent poursuivre leur mission l'année suivante. Les services compétents des deux pays mettent beaucoup d'énergie à résoudre les problèmes relatifs aux échanges et à la promotion des livres et des revues. Grâce à la montée de l'intérêt français pour la culture polonaise, de nombreuses traductions de qualité d'œuvres littéraires contemporaines et classiques sont alors publiées (Artur Sandauer, Marek Hłasko, Kazimierz Brandys, Jarosław Iwaszkiewicz ou Jan Potocki). Cependant, les traductions en polonais d'œuvres d'auteurs français sont beaucoup plus nombreuses et constituent 14 % de l'ensemble des traductions publiées en Pologne en 1962, 9 % en 1963, 13 % en 1965⁷².

Après 1953, la vision du monde des élites polonaises, hommes de culture et de science, a souvent été modelée au cours de séjours en France. Les Polonais se plaignent de la modestie des bourses du gouvernement français, des conditions de vie difficiles à Paris, mais ils sont conscients que leur séjour est le seul moyen de renouer avec la culture occidentale. Il semble que cette forme d'échanges bilatéraux ait évolué par la suite grâce à l'intérêt réel porté par les Français aux changements survenus en Pologne, surtout après l'arrivée au pouvoir de Władysław Gomułka en octobre 1956. Bien que les méthodes soviétiques d'instrumentalisation de la politique polonaise aient changé, le rôle de Moscou dans la politique étrangère polonaise reste primordial. Si les autorités polonaises consultent le Kremlin pour prendre leurs décisions et si Moscou laisse à Varsovie la liberté de sa stratégie, l'URSS observe attentivement les contacts franco-polonais et fait tout son possible pour éviter des velléités d'affranchissement de sa tutelle et de valorisation de la politique étrangère polonaise, même dans la question Oder-Neisse. Il existe dans les cercles soviétiques des réserves face au rapprochement diplomatique entre Paris et Varsovie, car on s'y méfie des « nationalistes » polonais et les initiatives de Varsovie ne font qu'aggraver ces soupçons⁷³.

L'année 1958 voit en effet le retour du général de Gaulle au pouvoir et la chute de la IV^e République. Il appartient dès lors à de Gaulle de rassurer la Pologne sur les bonnes intentions françaises, dès mars 1959, et plus encore lors de sa visite officielle en Pologne en septembre 1967. La politique étrangère de la

72. Maria PASZTOR, *Między Paryżem, Warszawą i Moskwą. Stosunki polsko-francuskie w latach 1954-1967* [Entre Paris, Varsovie et Moscou. Les relations franco-polonaises entre 1954 et 1967], Toruń, Wydawnictwo Adam Marszałek, 2003, p. 237-238.

73. *Ibid.*, p. 189-191.

RFA, conduite par le futur chancelier Willy Brandt, s'est alors engagée sur la voie de la nouvelle *Ostpolitik*, manifestation régionale de la détente Est-Ouest⁷⁴.

L'arrivée à Varsovie d'une nouvelle équipe gouvernementale sous la présidence d'Edward Gierek en 1970 et sa consolidation au pouvoir marquent le début d'une politique d'ouverture de la Pologne vers l'Occident et surtout vers la France. Le fait que les deux pays aient eu des intérêts semblables sur la question allemande a décidé du choix par la première de la seconde en tant que partenaire de prédilection. La position géopolitique de la France, sa doctrine et ses ambitions politiques et économiques en font un concurrent naturel de la RFA et, par conséquent, une « alliée » de la Pologne populaire. Cela justifie, aux yeux des dirigeants polonais, la recherche d'un espace de coopération entre les deux pays en matière de politique internationale, mais aussi de relations économiques et culturelles⁷⁵. Ce tournant dans les rapports entre Paris et Varsovie a pour premier effet la visite officielle de Gierek en France en 1972.

Dans les années 1970, aucun point de controverse sérieux n'oppose la Pologne et la France sur le plan bilatéral. La position constante et sans équivoque de la France face au problème de la frontière occidentale de la Pologne, fondée sur les déclarations du président Charles de Gaulle en 1959, a pour les dirigeants de Varsovie une grande valeur en elle-même, mais sert aussi d'argument de poids dans les négociations diplomatiques avec la RFA jusqu'à la signature du traité du 7 décembre 1970, puis durant le processus de ratification du traité. Par ailleurs, Paris refuse de s'engager dans le conflit opposant la Pologne à la RFA après la ratification de ce traité. Incapables de résoudre les problèmes de leurs rapports avec Bonn, les diplomates polonais entreprennent des démarches visant à trouver une solution à cette question avec l'aide de la France, en s'appuyant sur les déclarations « d'ouverture de l'Est » faites en 1974 par le président Valéry Giscard d'Estaing, sans que cela n'aboutisse.

D'autres thèmes de politique internationale telles la détente et la sécurité font également l'objet de négociations franco-polonaises. En matière de désarmement et en ce qui concerne la convocation de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), la Pologne tient le même discours que l'URSS. Les dirigeants français et polonais ont également des opinions divergentes sur l'Acte final

74. Maurice Vâisse, *La Grandeur. Politique étrangère du général de Gaulle 1958-1969*, Paris, Fayard, 1998, p. 436-440 ; Dariusz JAROSZ et Maria PASZTOR, *Polish-French Relations 1944-1989*, Francfort-sur-le-Main, Peter Lang, 2015, p. 135-137 ; Isabelle FICEK, « Le virage manqué de la politique du général de Gaulle à l'Est, à la lumière de sa visite en Pologne du 6 au 12 septembre 1967 », *Relations internationales*, n° 106, 2001, p. 247-266.

75. Dariusz JAROSZ et Maria PASZTOR, *Polish-French Relations 1944-1989*, *op. cit.*, p. 253-254.

de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). À la suite de l'intervention soviétique en Afghanistan (déclenchée les 25 et 26 décembre 1979), le gouvernement polonais s'efforce de réduire les tensions internationales. La rencontre du président Giscard d'Estaing avec le secrétaire général du Parti communiste soviétique, Léonid Brejnev, organisée dans cet objectif à Wilanów, est un échec. De plus, le président français se voit par la suite accusé d'avoir brisé la « solidarité atlantique⁷⁶ ».

De nombreuses institutions ont été mises en place pour coordonner les décisions communes. Conformément aux accords du 19 juillet 1979, l'Institut français de Varsovie et l'Institut polonais à Paris voient le jour. Grâce au climat politique favorable, les deux pays ont l'occasion de présenter leurs cultures dans de nombreuses manifestations. En Pologne, l'enseignement du français est en plein essor, tout comme celui du polonais en France. La création de nouvelles chaires de lettres françaises et polonaises le prouve. En 1971, 19 lycées polonais proposent un programme élargi d'apprentissage de la langue française, et en 1978, on en compte déjà 37.

La naissance de Solidarność et les grèves des mois de juillet et août 1980 en Pologne, sur la côte baltique puis dans tout le pays, resserrent encore les contacts. En grande partie grâce aux liens entre les élites intellectuelles françaises et polonaises, la révolution de Solidarność a un très grand écho et obtient le soutien de l'opinion publique française ainsi que des syndicats. Les jugements portés par les activistes de Solidarność et par les intellectuels français sur les activités du syndicat, ses objectifs, la situation sociale en Pologne ont influencé les élites françaises sur les événements survenus en Pologne, qu'il s'agisse, par exemple, de Fernand Braudel, Jacques Le Goff, André Glucksmann, Yves Montand, Marc Haller ou Bernard Kouchner⁷⁷.

À l'automne 1981, à l'invitation de syndicats français, Lech Wałęsa se rend à Paris en tant que représentant officiel de Solidarność, une de ses seules visites autorisées à l'étranger. La France suit avec attention le développement des événements en Pologne, en particulier grâce au relais précieux que constituent certains diplomates français. Tout au long de l'année 1981, la tension augmente entre Solidarność et le pouvoir et, le 13 décembre 1981, le général Jaruzelski établit la

76. Maurice VASSE, « Le chemin de Varsovie. La France face à l'intervention soviétique en Afghanistan (décembre 1979-juin 1980) », *Revue d'histoire diplomatique*, n° 2, 2006, p. 169-187 ; Dariusz JAROSZ et Maria PASZTOR, *Polish-French Relations*, *op. cit.*, p. 301-308.

77. Marcin FRYBES, *Merci pour votre solidarité!*, Varsovie, Instytut im. Adama Mickiewicza, 2006 ; Magdalena HERUDAY-KIECZEWSKA, *'Solidarność' nad Sekwaną* ['Solidarité' sur Seine], Gdańsk, ECS, 2016.

loi martiale et procède à de nombreuses arrestations. Comme Solidarność jouit en France d'une grande sympathie, la déclaration de l'état de guerre et l'internement des principaux membres du syndicat, largement commentés, soulèvent une vive émotion et de vives protestations à travers tout le pays⁷⁸. De nombreuses manifestations contre la répression du mouvement polonais de liberté sont ainsi organisées et une vaste collecte de fonds en faveur de Solidarność se développe. Journalistes, convois humanitaires, syndicalistes se pressent en masse à bord de camions remplis de marchandises et de messages réconfortants pour le peuple polonais. L'Institut français à Varsovie, qui ne peut s'engager directement dans une action politique, s'érige en lieu symbolique. À la suite de la loi martiale, les relations officielles entre les deux pays sont gelées.

La perspective d'un compromis intérieur en Pologne est abandonnée et celle de l'affrontement monte pendant la période 1982-1988. La reprise en main du pays se déroule sans adhésion de la population. Les tentatives « patriotiques » ou de « concorde nationale » lancées par le général Jaruzelski n'y font rien. Les Polonais n'hésitent pas à critiquer le président François Mitterrand lorsque celui-ci invite le général Jaruzelski à se rendre en visite à Paris en décembre 1985. Dans les articles publiés par *Le Monde*, Bronisław Geremek, Alexandre Smolar, Jan Krauze et les journalistes français Henri de Bresson, Patrick Jarreau et André Fontaine soulignent que les « réformes » en économie et en politique entreprises par l'équipe du général Jaruzelski ne sont que des « gestes de façade » qui ne servent d'aucune manière une évolution démocratique⁷⁹. Malgré ces difficultés, la France et la Pologne signent en 1983 le programme relatif à la « coopération culturelle et scientifique » pour les années 1984-1986. En dépit des menaces et des dangers, l'Institut français de Varsovie poursuit ses activités, qui ne se limitent pas à l'enseignement de la langue : on y donne des conférences et on y expose des artistes français⁸⁰.

La Tchécoslovaquie sous tutelle et la France

Au lendemain de la guerre, il s'agit tout d'abord de raccommoder ce qui peut l'être dans les relations tchéco-françaises brisées par Munich. Conscient de

78. Dariusz JAROSZ et Maria PASZTOR, *Polish-French Relations*, op. cit., p. 387-432.

79. Dariusz JAROSZ et Maria PASZTOR, « Generał Jaruzelski Paryżu » [Le général Jaruzelski à Paris], *Więź*, n° 1-2, 2009, p. 120-132.

80. Marcin FRYBES, « Instytut Francuski i koniec komunizmu w Polsce » [L'Institut français et la fin du communisme en Pologne], in Marcin FRYBES (dir.), *Instytut Francuski w Warszawie od 1925 do 1990*, op. cit., p. 109-110 et 118.

l'impact de ces accords malgré leur dénonciation en 1942 puis 1944, le général de Gaulle envoie à Prague le général Leclerc, figure exemplaire de la résistance armée, à l'occasion du 14 juillet 1945, pour relancer les relations politiques et culturelles sur des bases claires : antiallemandes, antimunichoises et marquées par l'irruption des communistes dans le jeu relationnel⁸¹. Comme avec la Pologne, il est envisagé de renouer les liens par le biais d'un traité bilatéral, mais le projet bute sur le contexte international et la montée progressive de la guerre froide⁸². Pourtant, à la différence des pays voisins, la Tchécoslovaquie conserve un certain degré d'autonomie et de liberté d'expression jusqu'au coup d'État communiste de février 1948. Pendant cet intermède, dans une soif de rattrapage, les Tchèques se précipitent sur la culture française, filtrée désormais par le tamis de la soviétophobie, mais en acceptant encore largement le pluralisme. Dans le système d'économie mixte adopté, la culture nationale a le vent en poupe : l'épuration est relativement légère, le monde culturel étant protégé par la fiction d'une résistance généralisée. La joie du retour à la souveraineté et la reconstruction suscitent un enthousiasme certain. Approuvée par la France, l'épuration des Allemands expulsés brutalement vers les zones allemandes d'occupation américaine et soviétique est justifiée par la naissance d'un monde nouveau et la compromission de cette population : elle avait voté à 90 % aux élections municipales de mai 1938 en faveur du Parti des Sudètes, qui poussait au rattachement à l'Allemagne hitlérienne. C'est bien plus tard qu'intervient une prise de conscience partielle de la cruauté et de l'injustice de cette décision confortée par la conférence internationale de Potsdam⁸³.

En quelques années, entre février 1948 et 1951, se met en place une machine à poursuivre, écraser, condamner tout ce qui peut rappeler la culture française, en dehors du segment étroit que représente la culture communiste portée par le PCF et ses institutions. Les institutions françaises à Prague comme le lycée français, l'Institut Ernest Denis, le consulat de Bratislava et les Alliances

81. Antoine MARÈS, « Munich dans les relations franco-tchécoslovaques 1938-1968 », in Fritz TAUBERT (dir.), *Mythos München. Le Mythe de Munich. The Myth of Munich*, Munich, R. Oldenbourg Verlag, 2002, p. 203-218.

82. Antoine MARÈS, « Franco-Czechoslovak relations from 1944 to 1948 or the Munich syndrome », in Elena CALANDRI et Antonio VARSORI (dir.), *The Failure of Peace in Europe*, Londres, Palgrave, 2001, p. 104-122.

83. C'est une des questions les plus controversées depuis 1989. Pour une vision tchèque « classique », Zdeněk BENEŠ et Václav KURAL (dir.), *Les Relations franco-allemandes entre 1848 et 1948*, Prague, Gallery, 2002. Le travail majeur sur l'expulsion est dû à Tomáš STANĚK et Adrian von ARBURG (éd.) en deux volumes : *Vysídlení Němců a proměny českého pohraničí 1945-1951. Dokumenty z českých archivů* [Le déplacement des Allemands et les changements des zones frontières tchèques 1945-1951], Středokluky, Susa, 2010-2011.

françaises disparaissent, selon des scénarios propagandistes soigneusement élaborés. Les médiateurs de la culture française sont pourchassés et éliminés de l'espace public, les cas les plus marquants étant ceux du général Alois Pika, président de l'Alliance française exécuté, et du comparatiste et romaniste Václav Černý, chassé de l'université Charles dont il était une figure majeure⁸⁴. Le pays s'enfonce dans la stalinisation et une transformation accélérée de l'économie et de la société vers un modèle soviétique. Effacer la France, c'est également donner plus d'espace à la culture soviétique. Cette lutte idéologique est notamment justifiée par le combat anticolonial contre la France, et la francophonie de nombreux Tchécoslovaques sera d'ailleurs liée à la collaboration avec les indépendantistes et à la coopération qui suit le retrait français d'Afrique au début des années 1960⁸⁵.

Ces années sombres pour l'ensemble du pays commencent à s'éclaircir à la disparition de Staline, le gouvernement lâchant timidement du lest pour satisfaire les revendications matérielles des citoyens et désarmer ainsi une partie des mécontentements exprimés par une révolte ouvrière en 1953, notamment à Plzeň. Jointes à un contrôle sévère de la société, ces améliorations expliquent qu'en 1956, année d'ébranlement du bloc soviétique, les Tchécoslovaques ne bougent pas. C'est à partir des années 1962-1963, marquées par une crise à la fois économique, politique, démographique et morale, que la déstalinisation se met vraiment en marche. Bien que ce desserrement soit freiné par l'omnipotent Antonín Novotný, en place depuis la disparition de Klement Gottwald, il touche à la fois le parti et la société. Résistant à la libéralisation du pays, à la réforme économique et à la volonté des Slovaques d'avoir une place correspondant à leur nouveau poids, Novotný est finalement contraint de se retirer au profit du Slovaque Alexander Dubček, le 5 janvier 1968. Ainsi s'amorce le « Printemps de Prague ». Entretemps, les relations avec la France se sont détendues depuis le milieu des années 1960. L'Institut français rouvre sous conditions, la censure s'allège, les surréalistes sont à nouveau autorisés, la « nouvelle vague » cinématographique tchécoslovaque séduit le monde, en bref, une vraie explosion culturelle. Ce « socialisme à visage humain » dont Dubček est l'icône suscite l'enthousiasme dans la société après les années de plomb d'un stalinisme interminable. Pouvoir et population se réconcilient pendant quelques mois avant que l'intervention des troupes de Varsovie

84. Georges PISTORIUS, *Destin de la culture française dans une démocratie populaire*, Paris, Les Îles d'or, 1957.

85. Petr ZÍDEK, *Československo a francouzská Afrika 1948-1968* [La Tchécoslovaquie et l'Afrique française 1948-1968], Prague, Libri, 2006.

du 21 août 1968 ne mette un terme à cette période d'euphorie, avec pour conséquence l'occupation soviétique⁸⁶.

Le pays entre dans le long tunnel de la « normalisation », même si celle-ci connaît quelques variations d'intensité. L'immolation de l'étudiant Jan Palach en janvier 1969 n'y change rien. Assommée par l'invasion, la société courbe le dos alors que des dizaines de milliers de membres de ses élites préfèrent l'exil. Sous la direction du Slovaque Gustáv Husák, la répression s'abat sur toute voix publique discordante : tracasseries policières, perquisitions, arrestations, condamnations. Il faut attendre la seconde moitié des années 1970, et tout particulièrement la Charte 77, pour que l'opposition souterraine soit à nouveau audible. Si quelques centaines de « héros » acceptent de tout sacrifier pour défendre la liberté, ils restent marginaux tant l'*habitus* de la révolte est faible chez les Tchèques. Cette période est marquée par un contrôle policier sévère, par les faux-semblants d'une population qui feint de croire au pouvoir et par un pouvoir qui régule le mécontentement en échange d'une satisfaction médiocre des aspirations consummatrices. Ce confort limité et cette sécurité de la vie quotidienne suffisent à empêcher toute explosion massive. Mais les Tchèques étant un peuple « à moteur lent » et non « à réaction » comme certains de ses voisins, le discrédit du régime s'installe lentement mais sûrement, en profondeur : non seulement il a échoué, contrairement à ses promesses, à répondre aux besoins des citoyens, mais il s'est mis à la botte des Soviétiques, qui ont remplacé les Allemands dans la détestation de l'agresseur étranger⁸⁷.

Pendant ces deux décennies, si le rapport avec la France est plus ouvert que pendant la période stalinienne et poststalinienne, il est contrarié par l'alignement univoque de Prague sur Moscou, par une censure très dure, par l'écho d'exilés tchèques très présents en France – il suffit de citer Pavel Tigrid et sa revue *Témoignage*, Antonín Liehm et *Lettre internationale* ou Karel Bartošek et *La Nouvelle Alternative* – et par la prédominance de soucis économiques dans le contexte de la stagnation consécutive aux chocs pétroliers, qui touche aussi le bloc soviétique. La timide réouverture des contacts qui caractérise le milieu des années 1970 est bloquée par la répression qui suit la proclamation de la Charte 77,

86. Pavel TIGRID, *Le Printemps de Prague*, Paris, Seuil, 1968 ; Miroslav NOVÁK, *Le printemps de Prague, 1968. Une révolution interrompue?*, Paris, Éditions Codex, 2021 ; Antoine MARÈS, Françoise MAYER et Jacques RUPNIK (dir.), *L'onde de choc tchécoslovaque. 1968 en Europe médiane et occidentale*, Paris, IES, 2020.

87. L'appréciation de cette « normalisation » est un objet historique brûlant et polémique entre anciens dissidents et une nouvelle génération d'historiens : cf. Pavel KOLÁŘ et Michal PULLMANN, *Co byla normalizace? Studie o pozdním socialismu* [Qu'était la normalisation ? Étude sur le socialisme tardif], Prague, Lidové noviny/ÚSTR, 2016.

contrairement aux engagements pris à l'issue de la conférence d'Helsinki en 1975⁸⁸. Sur le plan culturel est privilégiée une production romanesque, filmique, théâtrale de divertissement : la France « importée » est celle de Louis de Funès, de Gilbert Bécault ou de Mireille Mathieu, même si les éditions Odeon tentent de miser sur une littérature de qualité. L'élection de François Mitterrand en 1981 accentue le soutien de la France à la dissidence tchécoslovaque, provoquant des tensions permanentes. Un autre phénomène amplifie le décalage : l'arrivée à la tête de l'URSS de Mikhaïl Gorbatchev – personnellement marqué par le 1968 tchécoslovaque – déstabilise le pouvoir conservateur qui se crispe. Avec la Roumanie, qui est à part, et la RDA, la Tchécoslovaquie devient ainsi un pôle de résistance à la perestroïka.

Ces éléments expliquent que Prague soit en retrait et en retard dans le processus de décommunisation par rapport à ses voisins. La vague contestataire est partie des artistes (de la scène rock clandestine et théâtrale avant tout) et a saisi toute la société. Pacifiquement, rompant le cercle vicieux de la peur entretenue par l'activité d'une police d'État secrète et omniprésente (la StB), la population commence à manifester massivement à partir du 17 novembre 1989. Les coups de butoir répétés de dizaines de milliers puis de centaines de milliers de citoyens réclamant que les « clefs de la liberté » leur soient rendues provoquent l'effondrement du régime lors de la « révolution de velours ». À la fin de l'année, le dramaturge Václav Havel, sorti de prison quelques mois plus tôt, devient président de la République⁸⁹.

Pour éclairer ce qui se passe en Slovaquie au début des années 1990, il faut noter que l'expérience slovaque du régime communiste a été différente de l'expérience tchèque. À la Libération, il n'est pas question d'accorder aux Slovaques une quelconque autonomie, celle-ci ayant été disqualifiée par la collaboration du Parti populaire de Hlinka et de Jozef Tiso avec l'Allemagne : les Slovaques, y compris le Parti communiste, se rallient au centralisme tchécoslovaque. Quand, trois ans plus tard, les communistes prennent le pouvoir, ils sont électoralement très minoritaires en Slovaquie, le Parti démocratique obtenant deux fois plus de suffrages aux législatives de mai 1946, et seul le coup de force de l'automne 1947 l'affaiblit avant de l'éliminer. C'est dire qu'à la différence de Prague (où les communistes ont une majorité relative), les Slovaques vont opposer une résistance plus forte

88. Vilém PREČAN (dir.), *Charta 1977. 1977-1989* [La Charte 77. 1977-1989], Scheinfeld/Bratislava, ČSNL/Archa, 1990.

89. Yves BARELLI, *La Révolution de velours en Tchécoslovaquie*, La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube, 1990. Et l'ouvrage de référence de Jiří SUK, *Labyrinthem revoluce* [Par le labyrinthe de la révolution], Prague, Prostor, 2003.

au nouveau régime, en raison du poids du catholicisme et d'une forte ruralité. La violence contre les aspirations à l'autonomie et contre l'ordre politico-religieux initial est amplifiée par le passage brutal d'une société rurale traditionnelle à une société moderne, selon le modèle industrialiste imposé par l'URSS et ses relais tchèques et slovaques⁹⁰.

Le paradoxe tient en ce que cette marche forcée vers l'industrialisation a provoqué un rattrapage de la Slovaquie sur les Pays tchèques. Plus dynamiques sur le plan démographique, créant des sites industriels de toutes pièces sans souci de rentabilité, les Slovaques veulent que leur soit accordée une plus grande reconnaissance. Celle-ci passe par la fédéralisation et son héraut est Alexander Dubček, devenu en 1963 secrétaire général du Parti communiste slovaque. C'est lui qui, devenu le patron du Parti communiste tchécoslovaque, impose cette réforme. Le seul acquis durable de l'année 1968 est donc la transformation de la Tchécoslovaquie en fédération unissant une république socialiste tchèque et une république socialiste slovaque possédant chacune son parlement et son gouvernement. Même si cette transformation s'avère rapidement un trompe-l'œil puisque le Parti communiste tchécoslovaque chapeaute l'ensemble et prive les Slovaques d'une véritable autonomie, le précédent est là⁹¹.

Par ailleurs, la Slovaquie profite du cocon communiste pour développer ses élites et le pays. Le rattrapage s'effectue d'autant plus rapidement que la parité des investissements lui profite. La présence de Gustáv Husák à la tête du PCT (avril 1969) puis à la tête de l'État (mai 1975) facilite ce processus. Enfin, dans le cadre de la normalisation, la censure et la répression sont moins rigides qu'en Pays tchèques. Ainsi nombre de Tchèques peuvent-ils publier en Slovaquie (l'obstacle de la langue étant secondaire) et la traduction d'auteurs français interdits à Prague est admise par les maisons d'édition de Bratislava. Cette relative « douceur » slovaque est attribuable à des phénomènes de solidarité interne et à une plus grande souplesse idéologique. Ceci explique que la culture française soit moins censurée sur la Danube que sur la Vltava, du moins au cours des deux dernières décennies du régime communiste, et que la dissidence y soit marginale. Cette période est celle de l'épanouissement de la traduction du français en slovaque. En 1989, les Slovaques ont tous les moyens d'affirmer leur indépendance, une

90. Jan PEŠEK, *Komunistická strana Slovenska : dejiny politického subjektu*, vol. I, *Na ceste k moci (1945-1948), pri moci – od prevratu k pokusu o reformu (1948-1968)* [Le Parti communiste de Slovaquie : histoire d'un objet politique. Sur la route du pouvoir (1945-1948), au pouvoir – du retournement à l'essai de réforme (1948-1968)], Bratislava, Veda, 2012.

91. Valerián BYSTRICKÝ, Dušan KOVÁČ et Jan PEŠEK (dir.), *Kľúčové problémy moderných slovenských dejín* [Problèmes clefs de l'histoire moderne slovaque], Bratislava, Veda, 2012, p. 283-333.

situation dans laquelle ils n'étaient ni en 1918, faute d'élites formées, ni en 1945, en raison de l'héritage désastreux de la guerre⁹².

France-Hongrie dans la guerre froide : la traversée du désert

Avec l'occupation du pays par les troupes soviétiques, la donne change considérablement, mais la situation de la langue française et la perception de la politique de Paris évoluent peu. La Commission de contrôle interalliée, sous emprise soviétique, ne facilite pas la réinstallation d'une présence française officielle à Budapest, mais les attentes des deux partenaires sont étrangement les mêmes : les officiels hongrois espèrent une relation privilégiée avec Paris qui est à son tour intéressé par un rôle de médiateur entre l'Est et l'Ouest en Europe centrale et par une activité culturelle accrue en Hongrie. Un Institut français ouvre enfin ses portes à Budapest (1947) et est miraculeusement maintenu pendant les années les plus dures de la guerre froide⁹³. La Légation de France aide à rouvrir les écoles françaises, relance ses cours de langue et il y a même des préparatifs pour parapher une convention culturelle franco-hongroise en berne depuis les années 1930. L'enseignement du français est même amplifié dans les écoles secondaires. Ce travail n'est pas forcément facile : à la fin de la guerre, plusieurs dizaines de milliers de soldats hongrois sont devenus prisonniers de guerre français et bien qu'il n'y ait eu ni déclaration de guerre, ni état de guerre entre les deux pays, les prisonniers hongrois sont traités avec une sévérité dont se fait l'écho l'opinion publique en Hongrie – et qui contraste avec la bienveillance des autorités hongroises vis-à-vis des évadés français. Deuxième touche plus sombre au tableau des relations bilatérales : le nouveau traité de paix a été signé sur le sol français, à Paris, en février 1947. À certains égards, il est encore plus sévère que celui de Trianon : trois villages en plus sont détachés de la Hongrie au profit de la Tchécoslovaquie et le traité de Paris a complètement négligé la question des minorités hongroises dans les pays voisins, tandis qu'en 1919-1920 les Alliés ont imposé aux États successeurs une série de conventions sur les minorités, qui se sont avérées peu efficaces par la suite, mais auraient néanmoins pu servir de base pour une gestion équitable de la question.

Les espoirs d'une place privilégiée de la France et de la culture française se sont fanés en 1947-1948. Bien que les diplomates français sur place soient souvent assez critiques à l'égard des forces anticomunistes, notamment du

92. *Ibid.*, p. 334-380.

93. Georges DIENER, *Une histoire de l'Institut français en Hongrie 1947-1989*, Paris/Budapest, L'Harmattan/Magvető, 1990.

cardinal Mindszenty, chef de l'Église catholique de Hongrie et archevêque d'Esztergom, son procès et son emprisonnement (précédés de coups violents et illégitimes du PC hongrois, tels que l'arrestation des politiques non communistes ou le fait d'avoir forcé le Premier ministre Ferenc Nagy à l'exil) fin 1948-début 1949 montrent clairement la fin de ces espoirs. Même au moment de la nationalisation des écoles en 1948, qui a touché le lycée Notre-Dame du Sion et celui des prémontrés, le ministère des Cultes et de l'Éducation hongrois tente de calmer le jeu en face des interlocuteurs français, prétendant que l'enseignement du français serait plus étendu dans les écoles et lycées d'État nationalisés. Il n'en est rien : le russe devient bientôt obligatoire et la relation des deux pays entre dans sa traversée du désert⁹⁴.

Malgré sa volonté de se différencier des États-Unis, ennemi de l'URSS et de ses satellites, la France est membre fondateur de l'OTAN et les guerres de décolonisation menées en Asie puis en Afrique sont exploitées par la propagande officielle de Budapest. Après l'indépendance algérienne, la Hongrie figure parmi les pays socialistes qui ont envoyé des experts au Maghreb : ingénieurs, médecins, commerçants. Ce flux qui existe jusqu'aux années 1980 et concerne des milliers de personnes est un apport important à la francophonie en Hongrie, mais dont l'étendue et l'impact restent à explorer par les historiens⁹⁵.

La restriction du français et des institutions le valorisant est de règle dans la première moitié des années 1950. Le tournant est sans aucun doute la révolution d'octobre 1956. Les douze jours de la révolte de Budapest n'ébranlent pas seulement le pouvoir communiste en Hongrie mais nuisent sérieusement à l'image des partis communistes en Europe de l'Ouest, dont le robuste PCF. Les événements contribuent à l'amélioration de l'image de la nation hongroise, détériorée plus tôt par son rôle dans la Seconde Guerre mondiale. La diplomatie française est plutôt passive en octobre-novembre 1956 : l'intervention de Suez occupe tous les esprits et ternit l'image de la France, tout en limitant ses possibilités de manœuvre sur la scène internationale. Malgré cela, le directeur de l'Institut français de Budapest, Guy Turbet-Delof, est un observateur privilégié des événements

94. Gergely FEJÉRDY, « Les relations diplomatiques et culturelles entre les pays francophones de l'Europe occidentale et leurs rapports avec la Hongrie de 1944 à 1956 », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n° 1, 2010, p. 141-149.

95. Zsombor BÓDY, *Opening up to the "Third World" or Taking a Detour to the "West"? The Hungarian Presence in Algeria from the 1960s to the 1980s*, Szeged, MTA-SZTE-ELTE History of Globalization Research Group, 2021 ; HistGlob Working Paper 4, [https://globtort.bibl.u-szeged.hu/wp-content/uploads/2022/01/histglobwp04.pdf], consulté le 26 août 2025.

et son journal est une source primordiale du quotidien de Budapest⁹⁶. Peut-être à cause de l'immobilisme politique français, le gouvernement de Guy Mollet et ses successeurs accueillent largement les réfugiés hongrois en France. Sur 200 000, un dixième y est reçu entre 1957 et 1959. Une nouvelle génération de jeunes intellectuels d'origine hongroise arrive aussi et un certain nombre d'entre eux font carrière dans les arts (le pianiste Georges Cziffra, l'acteur Laszlo Szabo) ou dans les universités (André Karatson, André Lorant). En même temps, Paris devient un des noyaux intellectuels de l'émigration hongroise. À part la section hongroise de Radio France (jusqu'en 1975), on dénombre à Paris la revue littéraire avant-garde *Magyar Műhely* [Atelier hongrois] (1962, rapatriée en 1989) et le plus politique *Irodalmi Újság* [Gazette littéraire] (1962-1989), ou encore la série de livres *Magyar füzetek* [Cahiers hongrois] (1978-1988), tous nés de l'expérience de 1956⁹⁷.

La Hongrie ne joue pas un rôle primordial dans le dispositif diplomatique de la V^e République (le président de Gaulle n'a jamais visité le pays, contrairement à la Roumanie par exemple) mais les représentations bilatérales sont élevées au rang d'ambassade en 1963 (en même temps que la Roumanie et la Bulgarie). Ces étapes coïncident avec la volonté de consolidation et d'apaisement du régime de János Kádár, Premier secrétaire du PSOH (1956-1988). La traduction des livres français est relancée après la pause du stalinisme hongrois qui ne tolérait que des auteurs proches du PCF. À l'exception des œuvres expressément anticommunistes, un grand éventail d'auteurs français contemporains est traduit à partir de la fin des années 1950, allant de Jean-Paul Sartre en passant par Albert Camus jusqu'à Romain Gary. Les polars francophones (Simenon, Boileau-Narcejac et autres) font alors leur irruption sur le marché des livres hongrois, tout comme les films français : les classiques et les nouveautés de la cinématographie française apparaissent aussitôt sur les écrans hongrois, à l'exception des créations à forte teneur politique. Alain Delon et Brigitte Bardot sont presque autant idolâtrés par les adolescents hongrois que par ceux de France. La Comédie-Française joue sur les scènes budapestoises en 1966 et en 1975. Le tourisme entre les deux pays reste cependant limité à cause des obligations de visa et des sévères restrictions instaurées par le régime Kádár pour les voyages à but touristique vers « l'Occident » (une fois tous les trois ans). Ce qui signifie un petit plus de 18 000 voyageurs français en

96. Guy TURBET-DELOF, *La Révolution hongroise de 1956. Journal d'un témoin*, Paris, Ibolya Virag, 1996.

97. Sur la révolution de 1956 et la France, cf. Gusztáv D. KECSKÉS, *La diplomatie française et la révolution hongroise de 1956*, Budapest/Paris/Szeged, Institut hongrois de Paris, 2005. Sur l'émigration : Stéphane DUFOIX, « Pour une sociologie de l'exil. Quelques pistes sur l'exemple hongrois », *Cahier d'études hongroises*, n° 7, 1995, p. 273-281.

Hongrie en 1966 et, vingt ans plus tard, 45 000 (sur 10 millions de touristes venus dans le pays). En contrepartie, 28 000 Hongrois vont en France sur 16,2 millions touristes en 1986⁹⁸.

Les rapports politiques que l'on peut qualifier de cordiaux sont renforcés par la visite de François Mitterrand à Budapest en juillet 1982. Plusieurs Premiers ministres français sont venus auparavant à Budapest, de Couve de Murville à Raymond Barre. Et les chefs de gouvernement hongrois vont régulièrement à Paris. La visite de 1982 est la première visite présidentielle en Hongrie sous la V^e République et la première visite du président Mitterrand dans le bloc de l'Est : il ne rencontre pas seulement les politiques mais il a l'occasion de discuter avec Gyula Illyés (1902-1983), poète, personnage central des lettres de Hongrie, qui – grâce à ses années passées à Paris dans les années 1920 et sa connaissance du français – a pu attirer l'attention du président français sur le sort des minorités hongroises dans les pays limitrophes. Ce dynamisme est renforcé par une ouverture timide en matière éducative : à partir des années 1970, les échanges universitaires, bourses et coopérations scientifiques se multiplient et le sort du lycée français de Budapest (ouvert en 1962) se stabilise⁹⁹.

L'introduction des lycées bilingues franco-hongrois dans le système éducatif hongrois à partir de 1987 est un signe d'ouverture : en étroite coopération avec les autorités françaises qui fournissent les enseignants en langue maternelle, ces institutions (sous-entendant les exemples de l'entre-deux-guerres) forment une nouvelle génération de jeunes francophones. Ces lycées avec sections bilingues se maintiennent et sont au nombre de 10 en 2021. Béla Köpeczi, ministre de l'Éducation et de la Culture du milieu des années 1980 (ancien du Collège Eötvös et professeur de littérature française moderne à l'université de Budapest), a pour ambition de trouver une demeure digne de ce nom pour l'Institut hongrois de Paris : il fait acheter la résidence actuelle de l'Institut, rue Bonaparte, près du jardin de Luxembourg¹⁰⁰.

98. *Statisztikai évkönyv 1966* [Annuaire statistique 1966], Budapest, KSH, 1967, p. 205-26. *Statisztikai évkönyv 1986*, Budapest, KSH, 1987, p. 200-201. Sur les relations politiques de la période, Zoltán GARADNAI, « Le développement des relations entre la Hongrie et la France (1945-1975) », in Judit MAÁR et Julia NYIKOS (dir.), *Le clivage centre/périphérie dans une approche interdisciplinaire*, Paris, L'Harmattan, 2013, p. 83-99.

99. Gergely FEJÉRDY, « A francia kultúrdiplomácia főbb törekvései és lehetőségei Magyarországon 1945 és 1990 között » [Les principales aspirations et possibilités de la diplomatie culturelle française en Hongrie entre 1945 et 1990], *Külügyi Szemle*, n° 2, 2011, p. 53-75.

100. Pál BERÉNYI, « Les relations culturelles franco-hongroises après 1945 et l'Institut hongrois de Paris », *Cahier d'études hongroises*, n° 2, 1990, p. 191-197.

1989-2000 : des relations libérées exposées à la concurrence

La Pologne post-communiste et la France

La chute du communisme en Pologne en 1989 ouvre de nouvelles perspectives. Grâce à l'évolution de la politique internationale entre 1989 et 1992, le système bipolaire disparaît. Varsovie réussit à renforcer ses rapports politiques et culturels avec les pays occidentaux (dont la France) alors que les relations polono-soviétiques s'effondrent. Une nouvelle histoire commence : l'intégration « euro-atlantique » de la région et celle de la Pologne en particulier. La chute du mur de Berlin en novembre 1989 et la fin du communisme en Pologne ont en effet modifié les relations en Europe et le processus de dislocation de l'ordre de Yalta s'est accéléré, plusieurs facteurs ayant déterminé la marge de manœuvre de la Pologne. La dimension de la souveraineté nationale semble bien être le facteur explicatif des dynamiques de changement adoptées depuis 1990 en Pologne. C'est à partir d'elles que se comprennent sa politique étrangère et ses alliances.

La tendance à une réévaluation des rapports avec la France se fait de plus en plus sentir en Pologne au début des années 1990. Le premier gouvernement, dirigé par Tadeusz Mazowiecki et formé à la suite des premières élections libres depuis 1945, a annoncé une approche nouvelle des relations franco-polonaises. Le 9 avril 1991, un traité d'amitié et de solidarité entre les deux pays est signé, instaurant une institutionnalisation des rencontres bilatérales. C'est dans cette logique que s'inscrivent les visites du Premier ministre polonais Jan Olszewski en France (en 1992) et du ministre français de la Justice Georges Kiejman en Pologne cette même année.

C'est le tournant de la politique polonaise vis-à-vis de l'Europe qui rend possible la coopération trilatérale entre la France, l'Allemagne et la Pologne sous la forme de Triangle de Weimar. La création en 1991 de ce forum de rencontre et de dialogue entre les trois pays vise à associer la France à la réconciliation germano-polonaise en s'inspirant de l'expérience de la réconciliation franco-allemande. Le Triangle doit permettre de soutenir activement le rapprochement de la Pologne avec le système de sécurité transatlantique de l'OTAN et de préparer son adhésion à l'Union européenne. Ces deux piliers de la politique polonaise ont été l'objectif de tous les gouvernements depuis 1989 : la Pologne intègre l'OTAN en 1999 et adhère à l'Union européenne le 1^{er} mai 2004¹⁰¹.

101. Maria PASZTOR, « Stosunki polsko-francuskie po przystąpieniu Polski do Unii Europejskiej » [Les relations polono-françaises après l'accès de la Pologne à l'Union européenne], in Józef M. FISZER (dir.), *Polska polityka integracyjna po przystąpieniu do Unii Europejskiej* [La politique polonaise d'intégration après l'accès de la Pologne à l'Union européenne], Varsovie, Instytut Studiów Politycznych PAN, 2006, p. 230.

Pour exprimer son soutien aux demandes d'adhésion de la Pologne à l'UE et à l'OTAN, le président Jacques Chirac s'est rendu en visite officielle à l'automne 1995 à Varsovie, où il a prôné une entrée « rapide » de la Pologne dans l'Europe. Le nouvel élan donné à la coopération polono-française lors des visites en France du président Aleksander Kwaśniewski (en mai 2000) et du Premier ministre Jerzy Buzek (à l'automne 2000) est confirmé par les décisions prises à Paris concernant les relations « spéciales » entre les deux pays. La présidence de Chirac marque un début d'amélioration qui est cependant limité par les désaccords sur l'Europe et le rôle des États-Unis (surtout lors de la crise irakienne en 2003) et leurs graves répercussions sur la politique polonaise compliquent les rapports franco-polonais¹⁰².

À cette époque, la France est le premier investisseur étranger en Pologne et l'implantation des entreprises françaises y est solide. Après 1989, la liberté d'expression est acquise. Les artistes sont parmi les « gagnants de la transition ». Dans le domaine culturel, scientifique et surtout universitaire, on peut parler d'intensification. Il faut reconnaître que l'acquis est considérable (par exemple le cursus intégré ERASMUS, les forums scientifiques franco-polonais, l'activité éditoriale de la Société des sciences et des lettres à Varsovie et les nombreuses traductions d'ouvrages polonais en français).

La jeune littérature – avec Olga Tokarczuk (prix Nobel 2018), Andrzej Stasiuk, Magdalena Tulli, Paweł Huelle, Dorota Masłowska – est traduite en français. L'art de Tadeusz Kantor (fondateur du théâtre Cricot 2) impressionne la France. Ses contacts avec Toulouse sont bien connus (il y est venu pour la dernière fois en 1989 pour sa pièce *Je n'y retournerai jamais – Nigdy tu już nie powrócę*). Jerzy Grotowski, qui a quitté la Pologne en 1985, enseigne au Collège de France peu avant sa mort en 1999. Krystian Lupa et Krzysztof Warlikowski, metteurs en scène qui expriment et transcendent à la fois les questionnements de leurs contemporains, des individus de plus en plus atomisés dans une société en profonde mutation, trouvent un vaste public en France (et ailleurs). D'excellents compositeurs comme Witold Lutosławski, Tadeusz Baird, Krzysztof Penderecki, Henryk Górecki se sont également imposés en France comme dans le monde¹⁰³.

Le cas tchéco-slovaque : libération et éclatement

Cette dernière décennie est marquée par une accélération de l'histoire, l'espace tchéco-slovaque connaissant sa cinquième rupture du siècle (en admettant que 1968 en a été une).

102. *Ibid.*, p. 231.

103. Dariusz JAROSZ et Maria PASZTOR, *Polish-French Relations*, op. cit., p. 323 et 443.

Renversant le mythe « kunderien » d'un « enlèvement » de l'Europe centrale par l'URSS, l'enthousiasme de la liberté recouvrée se traduit par le slogan du « retour à l'Europe », aspiration au mieux-être et à la liberté sous toutes ses formes. L'enfermement subi par les citoyens tchécoslovaques pendant vingt ans est devenu d'autant plus insupportable que le pouvoir ne parvenait plus à bloquer les flux d'information venus de l'Ouest. Et ce pouvoir ne réussissant plus à respecter le contrat tacite d'une satisfaction consumériste généralisée, outre la poursuite de sa violence répressive, il est désormais considéré comme illégitime.

Les développements qui suivent ne sont pas explicables sans la surprise qui y préside – et qui dit surprise dit impréparation : il n'y a pas vraiment de relèvement. Une fois les communistes chassés, les anciens dissidents, héros du jour, s'avèrent impuissants à gérer le nouveau cours faute de compétences techniques et administratives, comme c'est souvent le cas aussi chez les voisins. La porte s'ouvre pour ceux qui, au sein du régime, ont à la fois la formation, la connaissance de l'étranger et les réseaux : ainsi deux des principales personnalités politiques des décennies à venir, Václav Klaus et Miloš Zeman, ont-elles été actives dans l'Institut de prévision de l'Académie des sciences du régime déchu¹⁰⁴. Et les nouveaux entrepreneurs sont souvent issus de la Haute école supérieure d'économie, pépinière des élites socialistes. Réalistes, ils se muent en gestionnaires du capitalisme libéral. Cette période est caractérisée par une transition très progressive vers l'économie de marché, avec des processus de privatisation souvent opaques et un niveau de corruption élevé qui touche la classe politique et entrepreneuriale. Malgré la voix du président Havel (1989-1992, puis 1993-2003) qui penche vers une société politiquement libérale et économiquement régulée, le pays s'oriente vers un libéralisme que Klaus, adversaire et successeur de Havel, veut thatcherien. Dominée par la concurrence entre le Parti démocratique civique (l'ODS de Klaus) puis la social-démocratie reconstituée (Zeman), la vie politique est marquée aussi par le maintien d'un Parti communiste relativement fort jusqu'au début des années 2020, témoin d'un ancrage autochtone ancien de la gauche. Il n'empêche que, grâce à l'afflux massif de capitaux étrangers, la reprivatisation de l'économie est un succès incontestable, même si le coût social est lourd : les femmes, les ouvriers non qualifiés, les retraités et les Roms en paient le prix fort¹⁰⁵.

104. La nouvelle vie politique a été analysée par Miroslav Novák, *Une transition démocratique exemplaire? L'émergence d'un système de partis dans les Pays tchèques*, Prague, CEFRES, 1997 ; et par Catherine PERRON, *Les Pionniers de la démocratie*, Paris, PUF, 2004.

105. Sur l'évolution de la société, l'ouvrage du sociologue Ivo MOŽNÝ est un excellent récapitulatif : *Česká společnost. Nejdůležitější fakta a kvalita našeho života* [La Société tchèque. Les données les plus importantes sur notre qualité de vie], Prague, Portál, 2002.

Cette évolution est spécifique aux Tchèques et n'est pas partagée par les Slovaques. En effet, la scène politique est très polarisée à Bratislava autour de la figure de Vladimír Mečiar, ancien leader des jeunes communistes évincé après 1968, qui veut prendre sa revanche en s'appuyant sur des idées nationalistes et autoritaires. Les changements des années 1990, jusqu'à la défaite électorale de Mečiar en 1998 et une alternance démocratique, sont caractérisés par une opacité quasi maffieuse. Ils sont surtout marqués par la séparation des Tchèques et des Slovaques au bout de trois quarts de siècle (coupés par la Seconde Guerre mondiale) de vie commune.

Le poids sous-estimé de la différence entre Tchèques et Slovaques, un sentiment trop longtemps nié d'expériences historiques vécues et perçues différemment, la constitution d'élites slovaques désormais aptes à assumer le pouvoir, un rapide découplage économique et social entre Slovaquie et Pays tchèques dès 1990 (les taux de chômage s'envolent en Slovaquie alors qu'ils ne dépassent pas les 3-4 % en Pays tchèques) expliquent la rupture ; à cela s'ajoutent les maladroites politiques de Prague dans la querelle du trait d'union (Tchéco-Slovaquie), la volonté des élites politiques et médiatiques des deux espaces de ne plus partager le pouvoir avec l'autre, la crainte de l'exemple serbo-croate en toile de fond et le sentiment des Tchèques qu'ils entreraient plus facilement dans les structures européennes sans les Slovaques. Ce sont les deux chefs de gouvernement Klaus et Mečiar qui, sans consulter leurs concitoyens, décident de la séparation et de la naissance de deux républiques indépendantes pour le 1^{er} janvier 1993¹⁰⁶.

En quoi ces processus ont-ils pesé sur les relations avec la France ? La chute du régime communiste a totalement libéré un espace jusque-là contraint, malgré quelques frémissements au cours des années 1980, et, comme en 1918, en 1945 ou en 1968, s'est opéré un rattrapage du temps perdu pendant vingt ans : l'appétit pour la philosophie française, par exemple, a été spectaculaire, de Pascal à Derrida en passant par Bergson, Camus, Sartre et beaucoup d'autres. La culture française est cependant confrontée à une vague d'américanophilie tous azimuts : il n'y a plus de « modèle français » pour les générations élevées exclusivement dans la culture communiste, ou du moins sa place est-elle drastiquement réduite. La tradition diplomatique française de dialogue avec les pouvoirs en place n'ayant été que partiellement compensée par les soutiens du monde intellectuel à la dissidence (le cas de l'Association Jan Hus animée par Jacques Derrida et Jean-Pierre

106. Jan RYCHLÍK, *Rozpad Československa* [L'effondrement de la Tchécoslovaquie], Bratislava, AEP, 2002 ; Karel VODIČKA, *Dělení Československa. Deset let poté* [La division de la Tchécoslovaquie, dix ans après], Prague, Vox globator, 2003.

Vernant), elle pèse aussi sur l'image de la France, malgré les trois voyages du président Mitterrand entre 1988 (avec le fameux déjeuner de décembre avec les dissidents) et 1993, pour l'inauguration de l'Institut français rénové¹⁰⁷. L'autre difficulté à laquelle est confronté le rebond largement soutenu par les autorités françaises (avec la refondation de l'Institut et du lycée français de Prague, avec le développement de lycées bilingues ou la création en 1991 du Centre français de recherche en sciences sociales, CEFRES¹⁰⁸) est liée à la transformation des structures culturelles tchèques et slovaques : en l'espace de quelques années, ces dernières disparaissent à l'occasion d'une privatisation généralisée. Il en résulte une forte désorganisation et un désarroi difficiles à surmonter. Le cocon de l'État ayant disparu, le prix de la liberté est la dépendance à l'égard du marché alors que le mécénat reste embryonnaire. Le ministère de la Culture dispose d'un budget très mince et la défiance à l'égard d'une culture anciennement dirigée par l'État-parti n'incite pas les décideurs budgétaires à abonder ses crédits.

En concurrence avec la culture américaine, mais aussi allemande (et autrichienne), britannique, italienne, et de plus en plus espagnole, la culture et la langue françaises ont tendance à occuper des « niches » qui doivent être soutenues par les pouvoirs publics français, et partiellement par le mécénat des entreprises françaises impliquées dans l'économie locale. Leur poids par rapport aux entreprises allemandes est significatif de rapports de force déséquilibrés : la France a perdu la place qu'elle occupait dans l'entre-deux-guerres, sur ce plan là aussi¹⁰⁹.

Les processus sont symétriques en Slovaquie, avec des moyens plus réduits, qui se mettent en place de manière désormais totalement autonome à partir de 1993. Mais qu'il s'agisse de Prague, de Bratislava ou des régions tchèques et slovaques, des noyaux francophiles et francophones poursuivent leur action, à travers les enseignements du français à tous les niveaux scolaires et universitaires, à travers les Alliances françaises renouvelées, à travers les échanges de lycéens et d'étudiants, et à travers la diffusion de la culture française par l'audiovisuel, le cinéma, la musique baroque... et la traduction. Comme dans l'ensemble de la

107. Sur le tropisme « tchécoslovaque » de François Mitterrand, Gabriela ZIAKOVA, « Le voyage de François Mitterrand en Tchécoslovaquie (13-14 septembre 1990) », in Olivier CHALINE, Jarosław DUMANOWSKI et Michel FIGEAC (dir.), *Le Rayonnement français en Europe centrale. Du XVII^e siècle à nos jours*, Pessac, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 2009.

108. Jérôme HEURTAUX (dir.), *Trente ans de coopération Est-Ouest. L'expérience du Centre français de recherche en sciences sociales*, Paris, Éditions Codex, 2023.

109. Antoine MARÈS, « Image et politique culturelle de la France en Europe centrale depuis les années 1980 », in François CHAUBET (dir.), *La Culture française dans le monde 1980-2000. Les défis de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan, 2010, p. 175-196.

région, ces réseaux traduisent l'attachement à une littérature et, plus généralement, à une culture française, qui a toujours été un contrepoids face aux cultures dominantes ou occupantes.

Nouveaux horizons franco-hongrois : 1990-2000

La transition démocratique est marquée par la deuxième visite de François Mitterrand en Hongrie en janvier 1990, quelques semaines avant les premières élections démocratiques en mars de la même année. Donc, logiquement, le président Mitterrand, en dehors des rencontres protocolaires avec les responsables du gouvernement composé de communistes réformateurs, rencontre les responsables des nouveaux mouvements d'opposition qui vont gagner les élections libres. Dans sa visite, visant à renouer avec l'Europe centrale et orientale, la volonté de devancer la poussée de l'Allemagne dans la région est évidente. Le président prononce en outre quelques mots sur le traité de Trianon, en le qualifiant d'« injuste », ce qui fait beaucoup de vagues et a des répercussions dans l'opinion publique hongroise encore aujourd'hui¹¹⁰.

Ce retour de la France est marqué par des étapes spectaculaires, telle que l'inauguration du nouveau bâtiment de l'Institut français sur les bords du Danube en 1992 : il s'agit du dernier bâtiment expressément construit pour un institut français dans le monde au cours des trente dernières années. L'autre pilier de cette avancée sur le terrain est la Fondation franco-hongroise pour la Jeunesse lancée en 1992, qui a pour but d'envoyer des enseignants de français dans des établissements scolaires partout en Hongrie : la plupart du temps, des jeunes en début de carrière ou des retraités en quête de nouvelles expériences. La Fondation a géré plus de cent postes ; ce chiffre tombe autour de 22 (dans 50 établissements) pour l'année scolaire 2016-2017. Dans les recensements, environ 100 000 Hongrois déclarent pouvoir parler français, ce qui est évidemment loin derrière l'anglais et l'allemand, mais précède toutes les autres langues (y compris le russe). La transition démocratique marque également la suppression des visas entre les deux pays, le flux accru des boursiers et d'étudiants et des investissements français massifs dans l'énergie, l'hôtellerie, la grande distribution. Ce retour en force est ralenti par un certain nombre de choix politiques dans les années 1990 (rôle de la France

110. Zoltán GARADNAI, *Franciaország és a keleti biztonság François Mitterrand elnöksége alatt, 1981-1995* [La France et la sécurité à l'Est sous la présidence de François Mitterrand, 1981-1995], Budapest, Dialóg-Campus, 2020.

dans la crise yougoslave, participation limitée à l'OTAN, force économique de l'Allemagne, etc.) et les crises économiques des années 2000¹¹¹.

À propos de ces relations franco-hongroises, on peut relever trois points intimement interconnectés. La présence de la culture française est une histoire ancienne qui, même si elle n'est pas toujours très vivace, reste présente, ses traditions étant relayées soit par des institutions, soit par des réseaux, soit par des individus. Deuxièmement, ces relations sont peut-être le meilleur exemple pour différencier histoire diplomatique *stricto sensu* et histoire des relations internationales au sens plus large. Deux pays appartenant la plupart du temps à des alliances politiques adverses durant le xx^e siècle ont noué des contacts bien établis, voire excellents en matière culturelle. Et finalement, le rôle et la situation des lettres françaises ne sont pas forcément liés au nombre des locuteurs dans le pays respectif : depuis deux cents ans, le français est un critère d'excellence intellectuelle en Hongrie, les connaisseurs de la littérature et la civilisation française ne sont pas seulement des traducteurs ou des transmetteurs d'idée mais ont été des porte-paroles d'une certaine forme de culture, puissants bâtisseurs de réseaux, et souvent porteurs d'une alternative politique ou culturelle¹¹².

Conclusions

Les quatre espaces étatiques et culturels présentés ici ont connu des assujettissements caractéristiques de l'Europe centrale, coincée entre empires et grandes puissances. Les éclipses de la souveraineté étatique constituent un trait commun. Il en est de même du rôle de la culture dans les « résistances » nationales. L'appauvrissement de la diversité nationale au cours des années 1940 est également partagé : à l'exception de la Hongrie, les communautés juives y sont presque totalement exterminées et, partout, les Allemands, souvent implantés depuis les xiii^e et xiv^e siècles, sont expulsés. Il est même procédé à des échanges de population qui – tant avec l'URSS pour la Pologne qu'avec la Hongrie pour la Tchécoslovaquie – homogénéisent encore plus la population. Enfin, il y a l'héritage de la période communiste qui pèse sur toute la région même si ce poids est variable¹¹³.

111. Bernard LACHAISE, « La France et la place de la Hongrie dans l'Europe de François Mitterrand à Jacques Chirac, 1990-2004 », *Ót kontinens* (Budapest), n° 2, 2011, p. 141-150.

112. Géza SZÁSZ, « Étudier l'histoire des relations et des représentations littéraires franco-hongroises au xx^e siècle. Aspects théoriques et politiques », *Revue d'études françaises*, hors-série, 2019, p. 11-20.

113. Voir Clara ROYER et Petra JAMES (dir.), *Sans faucille ni marteau. Les littératures européennes après le communisme*, Bruxelles, Peter Lang, 2013.

En revanche, les traditions et l'héritage historique sont profondément différents, car les pertes d'indépendance et les évolutions socio-économiques, hormis la période « soviétique » de 1945 à 1989, ne sont pas comparables. Il en a résulté des structures sociales, des réflexes politiques, des mentalités et des modèles particuliers : le rapport aux Juifs en Pologne, en Pays tchèques, en Slovaquie et en Hongrie est une illustration de ces spécificités. De même, seule la Tchécoslovaquie a vraiment connu une expérience démocratique, incarnée par Masaryk et Beneš dans l'entre-deux-guerres : d'où une volonté d'indépendance exprimée par la voix des élites nationales de la région qui, si elle est constante, n'est pas forcément corrélée à la démocratie. Ce sont autant de raisons qui expliquent qu'une appréhension fine de l'Europe centrale doive passer par une comparaison de ses composantes plutôt que par une approche globale qui serait trop réductrice.